

tribune

socialiste



**ILS N'AMUSENT
PLUS PERSONNE**



● **PRIX**
les statistiques
de la bourgeoisie

● **EMPLOI**
menaces
et ripostes

● **ARMEE**
la revue de presse
du déserteur

● **CHILI**
Itt - Cia -
etc.

Directeur politique : Gérard FERAN.
Rédacteur en chef : Bernard LANGLOIS.
Secrétaire de rédaction : Gérard BOREL.
Collectif de rédaction : Robert DES-
TOT - Jacques FERLUS - Jacques GAL-
LUS - Gilbert HERCET - Jean-François
MERLE - Jean VERGER.

Publicité : Régie-Information, 32, rue
Le Peletier - 75009 PARIS. Tél. :
770.40.18.

Directeur de la publication : Jean LE
GARREC.

Rédaction : 566-45-64

Administration : 566-45-37
9, rue Borromée - 75015 PARIS
Publicité : Régie Information
Tél. : 770-40-18.

Distribué par les N.M.P.P.

IMPRIMERIE D'HEBDO T.C.

7 JOURS DANS T.S.

■ Vous vous en êtes aperçu, TS n'a pas paru la semaine dernière. Pour des raisons indépendantes de notre volonté, vous vous en doutez, mais qui ont assez largement dépendu, en l'occurrence, de notre imprimeur habituel.

L'imprimerie Moriamé connaît, depuis déjà de longs mois d'assez lourdes difficultés, comme beaucoup d'autres imprimeries. Pour tout dire, son avenir ne paraît pas assuré. Notre journal en a subi les contrecoups ces dernières semaines, jusqu'à, pour finir, le blocage complet du dernier numéro.

Nous avons donc dû nous résoudre à chercher — en catastrophe — un autre imprimeur. Ce numéro, réalisé avec les difficultés qu'on imagine, est la démonstration de notre volonté de continuer à fournir chaque semaine, et dans les délais normaux, l'hebdomadaire politique dont le PSU a besoin.

■ Ainsi a pris fin une collaboration de plusieurs années avec les travailleurs de Moriamé, dont nous avons déjà eu l'occasion de dire ici combien nous apprécions leur travail et les conditions de mutuelle sympathie dans lesquelles nous fabriquons toutes les semaines ce journal avec eux. Qu'ils trouvent ici le témoignage de notre reconnaissance.

Quant à nos lecteurs, les militants et les autres, qu'ils nous excusent pour nos retards ou nos absences passées — et pour les imperfections qui pourraient marquer cette période de transition et d'adaptation à un outil de travail différent.

Qu'ils continuent surtout à se mobiliser pour TS, à le défendre, à le diffuser, à faire de nombreux abonnés nouveaux. C'est la clé du succès, et du pari que nous sommes bien décidés à tenir — avec vous — d'un hebdo en expansion constante, à la mesure de l'expansion du PSU et de l'avancée du courant autogestionnaire.

■ Ils ont tué Puig Antich. Que dire de plus ? Dans le dernier TS, nous avons consacré la place de ce billet au jeune résistant espagnol. En soulignant la

dimension internationale indissociable de notre combat de militants socialistes. Ils ont tué Puig Antich, et nous ne pouvons que constater, au-delà de la mort d'un homme, l'échec de la prétendue démocratisation du régime qu'incarne le sinistre vieillard qui règne sur l'Espagne.

Ils ont tué Puig Antich, et nous n'avons rien à dire de plus. D'autres se sont chargés du détail, et de vous décrire l'effet du garrot sur les vertèbres cervicales... Rien à dire, sinon, en dernier hommage à un camarade assassiné, citer les vers de Neruda :

A l'intention de Franco

Te voilà. Lugubre paupière, fiente de sinistres poules sépulcrales, épais crachat, emblème de trahison que le sang n'efface pas (...)

Sois seul et en éveil entre tous les morts et que le sang tombe sur toi comme la pluie et qu'un fleuve agonisant d'yeux arrachés glisse sur toit et te parcours en te contemplant sans fin.

(Résidence sur la terre)

■ Un autre anarchiste, italien celui-là, risque aussi le pire. Giovanni Marini est actuellement jugé pour le meurtre d'un dirigeant fasciste de Salerne. On n'exécute pas aussi facilement en Italie qu'en Espagne. Mais il arrive que, parfois, les « anars » soient là-bas victimes d'accidents fâcheux. Comme Pinelli, malencontreusement tombé d'une fenêtre du commissariat de Milan où on l'interrogeait... (p. 11).

■ « ITT - CIA - USA - SA - SS ! » Slogan, peut-être un peu sybillin, que nous avons crié lors de la manifestation « d'accueil » à l'ambassadeur de la junte chilienne à Paris. Les fascistes chiliens sont, paraît-il, fort mécontents de cette manifestation. Et ils l'ont fait savoir à Paris, en menaçant, si ça se renouvelle par trop souvent, d'aller acheter ailleurs leurs canons. Comme quoi, les manifestations de soutien ne sont pas aussi inutiles que certains pourraient le penser.



Pour en revenir au slogan, et pour l'éclaircir un peu, il nous a paru nécessaire de donner quelques « détails » supplémentaires sur le rôle joué, au Chili, par la CIA et le trust international ITT (p. 8, 9, 10).

■ « C'était pas la peine, assurément... » la chanson de la mère Angot a connu cette semaine un fort regain d'actualité. Guignol terminé, nous nous retrouvons gros Auguste comme devant, avec un képi de légionnaire toujours accroché au porte-chapeaux de Matignon. Pompidou, à n'en pas douter, est l'homme des grands desseins. Et comme dit Lenègre « c'est encore plus beau quand c'est inutile ! » (p. 4). Les Français, qui ont assisté — muets d'étonnement — au remplacement de Messmer par Messmer, persistent malheureusement à vouloir continuer de prendre en mains leurs propres affaires. Il y a comme de l'agitation dans l'air, et mars qui rit malgré les averses pourrait bien préparer en secret autre chose que le printemps. On assiste incontestablement — en raison de l'aggravation des conditions de vie et des menaces sur l'emploi (p. 5, 6) — à la montée d'une riposte spontanée des travailleurs. Et les « cols blancs » eux-mêmes, dans ces bastions du système que sont les banques, semblent décidés à en découdre (p. 14). Reste à savoir si les partis et organisations de gauche sont aussi pugnatives, ce qui est moins évident. Le PSU pense — Chapuis l'indique dans l'éditorial (p. 3) qu'il n'y a pas de temps à perdre.

■ La campagne « abonnements » aurait tendance à fléchir quelque peu. Ce n'est pourtant pas le moment de relâcher notre effort. On rappelle en passant quel est l'objectif : « un abonné nouveau par militant ». 7 445 membres du PSU n'ont pas encore rempli leur contrat. C'est beaucoup. B.L. ■

POUR TOUT CHANGEMENT D'ADRESSE

1. Joindre la bande du dernier envoi avec 2 F en timbres-postes.
2. Indiquer la nouvelle adresse avec la codification postale.

CALENDRIER POLITIQUE

● 6 mars - Paris : de 14 h à 18 h, au cinéma Action République (rue du Fg du Temple) : « Le dernier quart d'heure des auxiliaires ».

● 9 et 10 mars - Perpignan (66) : stage régional Femmes, animé par Irène Charmande, du BN du PSU.

● 9 et 10 mars - Paris (9e) : 16 rue Cadet (Grand Orient de France) : conférence « Contraception, avortement : la parole est aux femmes ».

● semaine culturelle « Association des Etudiants musulmans nord africains en France » à Paris :

6 mars : Maison du Liban (Cité universitaire) : 20 h 30 crise de l'énergie.

8 mars : R.U. J. Dolent : Algérie, lutte anti-capitaliste. 11 mars : 115 bd St-Michel : Le Maghreb, problèmes et perspectives.

● 16 mars - Paris : 15 h Place de la Concorde : Grand Colloque à vélo des Amis de la Terre (participation créative et turbulente de rigueur) « Pétrole, Energie, Pollution... ».

● 14 mars : de 18 à 24 h Strasbourg Cercle Bernanos, 30 rue du Mal Juin (Esplanade) : « 6 heures pour le Chili » avec Daniel Lenègre (BN du PSU), Roland Vittot (CFDT Lip), Robert Boehm

● ROBERT CHAPUIS, écarté « des affaires » depuis plus d'un mois, suite à une intervention chirurgicale, est maintenant rétabli. Il reprend cette semaine ses activités à son poste de secrétaire national du PSU. Et comme ce n'est pas un paresseux, il nous a même fait l'édito cette semaine.



de la critique

Chers camarades,

Responsable de la diffusion de T.S. dans la section de Montbéliard, j'aimerais vous faire part d'un certain nombre de critiques concernant notre canard. D'abord, je vous signale d'entrée de jeu que T.S. s'est tout de même fort amélioré depuis quelques années et que, par ailleurs, je suis au courant des difficultés innombrables, essentiellement matérielles, auxquelles sont confrontés les camarades de la rédaction. Néanmoins, il me semble que des améliorations importantes pourraient être apportées sans que cela aggrave les « conditions de travail » de la rédaction. Cela me paraît d'autant plus nécessaire que l'augmentation de la diffusion de T.S. est vitale pour le Parti.

Pour terminer ces « préliminaires », j'aimerais vous faire part d'une petite expérience. Nous avons lancé cette année, sur un quartier de Montbéliard, la vente militante. Au début, nous avons vendu jusqu'à 8 T.S., ce qui veut dire qu'il y avait un intérêt certain, pour notre canard. Puis la vente a baissé et actuellement, nous avons du mal à en vendre deux par semaine. Ce qui semble signifier que les gens ont été déçus (apparemment l'augmentation du prix de T.S. n'est pas en cause, puisque nous n'avons enregistré aucune remarque à ce sujet).

Les critiques que j'aimerais formuler sont de trois ordres : Orientation, forme, contenu politique.

I - ORIENTATION : Loin de moi la pensée

de faire de T.S. un canard « ouvriériste ». Mais il me semble que T.S. n'est pas très équilibré. La place réservée aux bagarres menées par les travailleurs est bien restreinte. Je sais que T.S. aimerait bien tirer chaque fois 20 pages, mais malgré tout, on a vu des articles parfaitement inutiles ou trop longs dans des T.S. à 16 pages.

Quelques exemples :

● Kissinger (n° 607-608) : 2 pages pour nous parler de l'humeur de quelqu'un qui n'est qu'un commis des capitalistes américains.

● n° 606 : Jusos et l'Italie : deux articles intéressants, mais trop longs pour être lus. Il faut apprendre à aller droit au but sans tourner autour du pot...

● n° 604 : 4 pages sur le Viet-Nam et la Grande-Bretagne. Trop long pour être lues.

Il serait bon d'accorder une plus grande place aux luttes menées actuellement et cela en ne se contentant pas de faire du descriptif mais en essayant à chaque fois de dégager ce qu'il y a de significatif et en faisant des bilans politiques de l'action.

Il faudrait accorder aussi une plus grande place aux propositions du PSU face à la situation actuelle et ceci le plus concrètement possible.

Un bon point cependant : le dernier T.S. (n° 608) est très satisfaisant (à part Kissinger...).

en souscription
L'HISTOIRE DU PSU
depuis sa création
par Edouard DEPREUX

15 F franco au lieu de 22
Ed. SYROS, 9, rue Borromée 75015
PARIS-CCP 19 706 28 Paris

le temps du mépris et le temps perdu

Tout est dit et l'on vient trop tard » pour parler d'un nouveau gouvernement qui rabâche seulement l'ancien. Messmer II ou III ne fait même plus rire. Gouvernement de la volonté ou des dernières volontés. Peu importe, car la santé du président frappe moins désormais que la décrépitude du régime.

Evident parallélisme : dans le même temps, la Grande-Bretagne, la Belgique, l'Italie, la France connaissent des crises politiques dont on ne sait plus lesquelles sont vraies, lesquelles sont fausses ; les Allemands se plaignent de ne plus être gouvernés et l'Espagne vit — dans le sang et le meurtre légal — ce qu'un journal appelle « les soubressauts du franquisme ». Des majorités se défont, sans que d'autres les remplacent. L'Europe pourrit sur pied, tandis qu'outre Atlantique, la gloire de Nixon s'épanouit sur le fumier des scandales. Comme gavée, notre société étouffe dans sa graisse, devant les yeux éberlués de ceux qui meurent de faim au milieu de réserves naturelles du monde civilisé.

S'agit-il d'une crise majeure ? Sentons-nous la terre trembler dans une fécondation puissante qui annonce les moissons futures ? Nous le voudrions, mais nous nous sentons plutôt pris dans une immense banquise ; la paralysie de la majorité semble gagner l'opposition, qu'elle soit de gauche ou d'extrême-gauche : dans l'univers de la Grande Bouffe, c'est la rigueur académique de celui que le gel a figé sur place au moment de son élan. D'où viendra le dégel ? Quand connaîtrons-nous le printemps ?

Nous sommes entrés dans l'univers de l'inquiétude et de la menace. Mais ici s'arrête l'idée générale, car le partage n'est pas égal : l'un s'inquiète de son profit, l'autre de sa survie ; l'un se donne une issue (concentre, restructure, licencie, augmente les prix), l'autre est jeté dans une impasse : l'emploi incertain, la vie plus dure et plus chère, l'horizon bouché. Face aux exploités, aux dominés, ce n'est plus le cynisme goguenard des enrichis, des parvenus, c'est désormais le temps du mépris, ce temps qui précède — comme le montre l'histoire et si nous n'y prenons garde — le meurtre de l'homme, la montée du fascisme :

— mépris d'un président envers sa République, à travers la fausse sortie de Messmer : dans le chassé-croisé Marcellin-Chirac, il n'y a pas que le retour à des mœurs anciennes, il y a le mépris des paysans et l'atmosphère trouble du sérail ;

— mépris des fraudeurs, petits et grands, des spéculateurs de toute espèce qui ne se voient reprocher que leurs abus ou un excès d'ostentation ;

— mépris de ceux qui, par la police, l'armée, la propagande, se garantissent contre la démocratie au nom de laquelle ils prétendent agir.

dire non !

Mais il est encore temps de dire non. A la Saviem, chez Rateau, dans les banques, dans des dizaines d'autres entreprises qu'ils n'hésitent plus à occuper, les travailleurs redressent la tête et relèvent le défi. Dans le quartier, sur la consommation, le logement, la liberté de la femme, les droits des jeunes, la dignité des travailleurs immigrés, des luttes s'organisent. L'exigence du changement fait sauter un certain nombre de barrières et l'unité populaire devient possible. Il n'y a pas de temps à perdre. Nous ne pouvons soumettre l'exigence du socialisme seul capable de répondre aux contradictions de notre société en instaurant un autre type de pouvoir et un autre type de développement au jeu de la barbichette, chaque mercredi matin, entre M. Guichard et M. Giscard. Les militants socialistes manqueront le rendez-vous de l'Histoire s'ils ne mobilisent pas leur énergie, leur capacité d'initiatives et d'imagination, non pas seulement en idées, mais dans les faits.

Sur le couvert de la crise de l'énergie, une vaste offensive est déclenchée : aux revendications sur les salaires et les conditions de travail, le patronat répond par le chantage à l'emploi, tandis que le Pouvoir concentre ses forces pour imposer sa politique d'industrialisation et d'exploitation capitaliste de tous les secteurs de la vie sociale. On comprend que, dans une

telle situation, la CGT et la CFDT doivent unifier leur action, malgré leurs divergences. Mais l'offensive commune du pouvoir et du patronat appelle une réponse d'égale ampleur.

Une contre-offensive des forces populaires ne peut se satisfaire des accords déjà établis. Le Programme commun PC-PS, modifié ou non, se situe soit dans le passé des dernières élections, soit dans le futur des prochaines : pour les organisations signataires, ce n'est pas un outil efficace pour aujourd'hui et l'on sait que pour d'autres comme le PSU ou la CFDT, il ne l'est pas non plus pour demain. La plate-forme du 8 novembre correspondait aux premiers effets de l'offensive capitaliste, elle ne permet pas d'enrayer son développement, tant sont liées désormais les questions de l'emploi et du pouvoir d'achat.

Pour répondre à l'attente des travailleurs et soutenir leur volonté d'action, les organisations politiques et syndicales qui leur sont liées ne peuvent se contenter de rivaliser dans la protestation. Elles doivent définir entre elles une plate-forme d'action qui permette de hausser les luttes au niveau de l'offensive capitaliste. Les militants du PSU participent activement aux luttes ouvrières et paysannes, aux luttes populaires. Le PSU à tous les niveaux, y compris national, est prêt à toutes les discussions et à toutes les actions communes qui peuvent réaliser l'unité dans les luttes. M. Giscard d'Estaing — reconduit sous le couvert de Messmer — s'est donné six mois pour jeter les bases financières et sociales d'une politique capable « d'accompagner » la transformation de l'économie capitaliste.

C'est aujourd'hui, au moment où les travailleurs sentent bien leur avenir en jeu, qu'il faut agir et non s'en remettre à un lendemain hypothétique.

Les travailleurs sont las des promesses d'un gouvernement dont ils n'étaient guère dupes, craignons qu'à force de les voir tergiverser, ils ne se lassent un jour des promesses de ceux qui prétendent les représenter. C'est la sagesse populaire qui le dit : le temps perdu ne se rattrape jamais.

Robert CHAPUIS

en voilà !

Dernier point concernant l'orientation ; on a parfois l'impression qu'on « passe » dans T.S. le roman-fleuve de tel camarade pour lui faire plaisir...

2 - **FORME** : C'est peut-être dans ce domaine qu'il serait possible de faire le plus sans que cela coûte un gros travail supplémentaire.

Il a déjà été question de la longueur des articles. J'y reviens. Il faut éviter à tout prix les romans-fleuves qui ne sont pas lus par les militants, même les plus assidus. Il doit tout de même être possible de dégager les éléments principaux d'une situation (par exemple sur un problème international) sans bavarder sur deux pages de T.S., sinon c'est à désespérer de la capacité intellectuelle de ce parti. Cela ne veut pas dire d'ailleurs que les dossiers sont à exclure. Mais dans ce cas il vaut mieux faire sur une question une série de petits articles, comme cela a été fait pour Klapperstel et l'Alsace.

Dernière remarque sur la forme : il serait indispensable d'introduire dans T.S. des documents qui parlent plus que des longs baratinements. Il est invraisemblable par exemple qu'on ait eu droit à quatre pages sur l'inflation sans qu'il y ait un seul graphique pour montrer par exemple l'augmentation des prix comparée à celle des salaires et des profits. T.S. doit permettre d'armer les militants ouvriers et paysans. Il faut donc qu'il contienne les éléments utiles.

Quelques exemples de documents :

— une carte pour un problème international (Chili)

— « crise » du pétrole : diagramme montrant la composition du prix de l'essence. Courbe montrant l'augmentation des profits des firmes pétrolières, etc.

Dans ce parti, on sous-utilise les « technocrates » qui ne devraient pas manquer d'idées dans ce domaine. L'objectif c'est de donner des documents qui frappent, qui fixent les idées, qui illustrent et qui peuvent être repris dans les sections pour une diffusion plus massive d'informations (tracts).

3 - **CONTENU POLITIQUE** : Je ne m'attarderai pas trop sur cette partie puisque nous avons élu des responsables au dernier Congrès et que, en principe, nous devons leur faire confiance.

Néanmoins, il semble nécessaire d'attirer votre attention sur quelques points. En effet, en deux ans, nous avons quand même eu droit « au soutien critique à Mac Govern » et à des « colonels autogestionnaires » pour ne parler que des deux articles les plus « piquants » de notre hebdomadaire. Ouf ! Depuis ça, on n'a pas eu d'articles aussi « bizarres ».

Pendant, j'ai parfois l'impression qu'on s'éloigne du Manifeste de Toulouse. On ramollit les positions.

L'unité d'action avec les réformistes, d'accord, camarades, mais nous ne devons pas taire nos divergences. Il y a peu de choses dans T.S. contre le P.S., Féran va même jusqu'à flatter Mitterrand dans le dernier numéro. On retrouve par ailleurs une formule qu'on croyait morte depuis le Colloque de Grenoble : la notion de « courant socialiste ». Le PSU ne gagnera rien en maintenant un flou politique sur certaines ques-

tions qui ont d'ailleurs été éclairées par le Manifeste de Toulouse.

Autre ambiguïté : l'Europe. On ne sait jamais très bien si on parle de l'Europe des travailleurs ou de celle des capitalistes gérés par la social-démocratie.

Dernière ambiguïté : le débat avec la CFDT. On comprend qu'il y ait des préoccupations tactiques. Cela ne sert à rien en effet d'accuser la centrale syndicale, ce qui braquerait des militants. Mais on peut avancer des propositions et faire des critiques constructives notamment sur la question de la démocratie ouvrière avec l'acquit de Lip. Mais les articles lèche-cul n'ont aucun intérêt (n° 603).

Voilà, camarades, quelques critiques fraternelles de la part d'un militant qui souhaite vivement que T.S. devienne un canard de masse, à large diffusion.

T.S. s'est déjà bien amélioré, il peut encore l'être beaucoup.

Pour finir, une remarque positive : grâce à Jacques Bertin, on a enfin une chronique culturelle lisible.

Salutations militantes et bon courage.

Parce qu'elles sont effectivement fraternelles, et le plus souvent constructives, nous donnons un large écho aux critiques que contient cette lettre d'un camarade de Montbeliard. La place manque pour répondre point par point dans le journal. Il est bon tout de même de souligner trois points :

1) Nous avons le souci permanent de réaliser un certain équilibre entre les di-

vers pôles de l'actualité. Un journal qui ne traiterait que des luttes ouvrières serait assez fastidieux et répétitif, et d'autre part la lutte des classes ne s'exprime pas seulement sur le terrain de l'entreprise.

2) Il est dommage de constater — et ce n'est pas la première fois — une certaine désaffection des lecteurs (militants ou pas) pour les questions internationales. Peut-on sérieusement faire le reproche au journal d'un parti révolutionnaire de consacrer de temps en temps deux pages entières au Vietnam, ou à la situation en Grande-Bretagne ? Ou, comme cette semaine, au rôle joué par l'ITT et la CIA dans le putsch chilien ? Crois bien que « le copinage » n'a pas grand chose à voir avec la parution de tels articles.

3) Enfin, c'est sans doute vrai, on peut toujours essayer de faire plus concis, plus concret, de soigner davantage la présentation ou l'illustration, etc. Dis-toi bien que c'est essentiellement une question de moyens. La plupart des articles ont pour auteurs des militants, donc bénévoles, qui travaillent pour TS en dehors de leur travail salarié habituel. Il arrive que leurs papiers aient besoin d'être retravaillés, et c'est le rôle de la petite équipe permanente du journal. Il arrive aussi — et on peut difficilement leur en vouloir, que ces papiers promis et attendus manquent à l'appel... Il faut alors parler au plus pressé et boucher les trous... ou renoncer à sortir le journal à l'heure.

On fait ce qu'on peut, on essaiera de faire mieux. Merci d'avoir compris qu'il fallait nous soutenir quand même et nous donner peu à peu les moyens d'améliorer vraiment l'hebdo du PSU.

T.S.

c'est encore plus beau quand c'est inutile...

La tempête s'est calmée dans le verre d'eau du Pouvoir. Le nouveau gouvernement, à y bien regarder, donne — comment dire ? — une impression de déjà vu... Pompidou et Messmer auront bien du mal à convaincre les Français de l'intérêt de la palinodie qui vient de se dérouler sous leurs yeux.

« La vengeance procède toujours de la faiblesse de l'âme, qui n'est pas capable de supporter les injures » (La Rochefoucauld).

La clef du remaniement, c'est la faiblesse de l'âme de Messmer... Il y a peu de temps, tel Néron baissant le pouce pour condamner les esclaves vaincus dans l'arène, il avait hurlé, plus que prononcé, la phrase fameuse : « **Lip, c'est fini** ». M. Charbonnel, dont il apparaîtra, à une lecture attentive du Journal Officiel, qu'il était alors ministre du Développement Industriel et Scientifique, n'avait pas paru d'accord avec son chef. Ce dernier ne lui avait pas pardonné. Et sa vengeance est terrible : Charbonnel est écarté du char de l'Etat et renvoyé aux ornières de l'histoire (c'est volontairement qu'on oublie le H majuscule). Exit.

L'explication ne vous satisfait pas ? Il y a autre chose ? C'est que ça n'est pas évident. Bien sûr, d'autres ministres ou sous-ministres ont changé de postes. Certains ne reviendront pas s'asseoir à la table verte — si verte — de l'Elysée.

navigation à vue

Mais franchement, quelle signification tout cela a-t-il ? Les gens des milieux dits « **bien informés** » nous affirment que Stasi avait déplu par son libéralisme à l'égard des DOM-TOM : ce n'est pas les manifestants battus à mort à la Martinique qui les contrediront.

A l'inverse, Malaud en aurait rajouté sur la matraque vis à vis de Conte, un ex-pote du Président Ubu. Poujade se serait trop pris au sérieux sur l'environnement et cela aurait agacé quelques industriels. Druon se serait à l'usage révélé vraiment trop con, ce qui prouve

bof !

● **COMMENTAIRE DE FRANCE-SOIR** à l'annonce du remaniement ministériel : « **lequel aura le plus d'importance : du remaniement ministériel qui peut, s'il est manqué, ne toucher que les 5 000 personnes qu'agite la politique, ou de l'annonce de ce 1,7 % d'augmentation du coût de la vie, grande affaire en vérité, de tous les Français ?** »

Tiens donc ! Sans doute l'article d'un jeune journaliste gauchiste échappé par hasard à la moulINETTE de la rédaction en chef ? Vous n'y êtes pas du tout. C'est signé Henri Amouroux. Et ce monsieur, comme on a déjà eu l'honneur de vous le dire (TS 608) est le nouveau directeur de France-Soir. Retiens donc ! France-soir serait-il passé dans l'opposition ? Pas exactement. Mais Amouroux, c'est l'ancien patron de Sud-Ouest ; Sud-Ouest, c'est Bordeaux. Et Bordeaux, c'est Chaban. Vu ? A part ça, la succession présidentielle n'est pas ouverte.

● **Où FRANCE-SOIR SE GOURRE**, c'est que même « les 5 000 personnes qu'agite la politique » n'auront guère été agitées par l'événement. Rarement « crise gouvernementale » aura suscité autant de désintérêt, y compris dans la « classe politique ». Comme le disait un commenta-

l'excellence du choix fait précédemment en sa faveur... Vertadier, Paquet, Madame Ploux, Billecoq ? Entre le néant et zéro, vous voyez la différence ? C'est comme des vieux jouets qu'on retrouve au fond d'un placard : on est tout surpris d'apprendre qu'ils existaient.

Pardon, il y a aussi les mutations : Chirac prend en main le bâton de Marcellin, lequel retourne à la terre y brandir la carotte. On n'a pas l'impression que cela change grand chose. Chirac est peut-être moins caractériel, mais il est plus ambitieux, Marcellin ne pourra pas dissoudre le MODEF ou les paysans-travailleurs, mais à l'occasion, il en parlera à Chirac. Royer, trop populaire (?), passe du petit commerce aux PTT. C'est Guéna — un des « durs » de la majorité — qui reprend l'industrie et le commerce, désormais accolés. Gageons qu'il se taira sagement si Messmer lâche un « **Rateau, Savie, Péderne, etc. c'est fini !** ». A l'ENA, Guéna n'a appris qu'une chose : l'échine souple. Enfin, Peyrefitte reçoit l'environnement et la culture. A quand, avec lui, la révolution culturelle ?

Les autres restent. Ils restent tous, de Guichard à Jobert et Galley, en passant par Giscard, Poniowski et Fontanet. Par-dessus tout, Messmer reste. Troisième édition. Plus marmoréen que jamais, plus serviteur que jamais.

Et le Président est content. Il a calé d'un coup, tout son petit monde autour de lui. Il s'est entouré de quelques bons élèves qu'il vaut mieux avoir avec soi que contre soi (Giscard, Guichard, Ponia). Il a placé ses hommes à lui aux postes clefs (Chirac, Jaubert, Galley, Guéna). Il a distribué quelques récompenses (Peyrefitte, Taittinger), chassé les cancre ou les trop voyants (Stasi, Malaud, Druon).

Le gouvernement est bien en effet « **resserré** ». Pas autour du Premier

ministre, qui n'a obtenu que la satisfaction de quelques basses vengeances. Mais autour de Pompidou, qui a tenu à s'entourer de médiocres dont Messmer donne le ton et dont le seul moteur est l'ambition forcenée.

Un journal qui ne se fout pas de la gueule de ses lecteurs, c'est quand même **LE PARISIEN LIBERE**. Sa première page de jeudi dernier est un modèle du genre : une photo représentant De Gaulle, Pompidou et Messmer côte à côte avec comme commentaire : « **fermes et résolu, ils continuent de marcher du même pas** ». Faut oser.

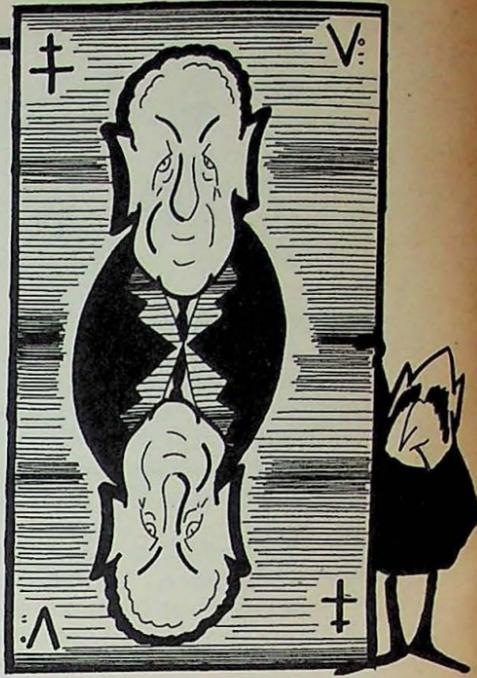
A part ça, on notera que l'appel que lançait Jacques Bertin dans le dernier TS n'a pas été entendu : « **presse-toi pas Pompidou — disait-il, laisse nous encore Druon, s'il te plaît : il doit bien rester une gaffe à faire** ». Exit Druon, roi maudit, renvoyé à son dictionnaire. Et à Peyrefitte — autre auteur à succès — la tâche de réconcilier le régime avec les intellectuels et les artistes, ce qui ne sera pas de la tarte. Le même Peyrefitte cumulant d'ailleurs la culture et l'environnement. Ce qui après tout, paraît logique, et plutôt bien pensé : qu'est-ce qu'une ac-

tion culturelle qui ne tiendrait pas compte du cadre de vie, et réciproquement ?

Le seul problème, c'est que les budgets cumulés des deux ministères ne font jamais qu'un panier de queues de cerises. Et que ce grand humaniste de Peyrefitte, s'il a quelque faiblesse pour la révolution culturelle en Chine, est plutôt du genre conservateur en ce qui concerne le beau pays de France. Provins, ville dont il est maire, est probablement une des villes où l'on s'emmerde le plus dans tout l'hexagone. Il y avait une MJC autrefois. Peyrefitte l'a fait fermer. Ça promet de beaux jours pour les animateurs sociaux et culturels.

Druon-la-Joie au moins, ce gugusse, nous faisait rire de temps en temps. Peyrefitte est un pisse froid intelligent : donc beaucoup plus dangereux.

Quant à Marcellin à l'Agriculture, voilà qui va probablement calmer d'un coup l'agitation paysanne. Les vaches et les poulets, depuis six ans qu'il les pratique, Raymond connaît. Et c'est sur un canard que le « **premier flic de France** » aura fini par trébucher.



Dès lors, le remaniement ministériel s'éclaire peu à peu : opération présidentielle à la veille d'une période difficile, opération purement interne — le grand public a cette fois l'impression qu'on se moque carrément de lui — il fait partie du développement de cette stratégie à la petite semaine qu'affectionne le Président : on a les grands desseins qu'on peut.

Le plus frappant en effet est bien l'absence de changement. Cela indique qu'à l'heure actuelle, pour ce régime en crise, il n'y a pas d'alternative : il ne peut que continuer sur sa lancée avec la même politique, les mêmes hommes, les mêmes combines, le même style : la voie est étroite pour la classe dominante.

Mais le pouvoir est prêt à tout pour conserver le système : la concentration des pouvoirs par le Président, l'axe pompidolien sur les points vitaux (Chirac : Intérieur ; Jobert : Affaires étrangères ; Galley : Armée ; Guéna : Industrie et commerce ; Guichard : Equipement), tout indique qu'on se prépare pour de durs affrontements. Dont on espère, sans doute à l'Elysée, qu'ils ne seront pas favorables, électoralement, à la gauche.

Il n'est que temps, pour cette gauche, de réagir avec vigueur et de prendre l'offensive. Les travailleurs, un peu partout, ont lancé la bataille. En Angleterre, les mineurs ont battu Heath, et ce n'est pas leur faute si Wilson na pas su gagner vraiment.

Si l'on ne veut pas voir bientôt remonter sur son sous-trône un Messmer 4, 5, 6, allez savoir ! il faut agir, très vite. Comme le disait le conventionnel De Vieuzac dans un rapport à la Convention : « **Il n'y a que les morts qui ne reviennent pas** ». C'était en 1794. Et si on inversait le 7 et le 9 ?

Daniel LENEGRE ■

Obsédé par l'idée du « **complot international** » et « **du chef d'orchestre clandestin** » obnubilé par l'« **ennemi intérieur** », traumatisé par Mai 68, Marcellin a façonné en six ans un outil policier sans précédent dans l'histoire de la République. Il a mis la France entière en fiches, et les Français sur table d'écoute. Non sans remous à l'intérieur même des corps de police, tous les policiers n'acceptant pas sans grogner le dépérissement progressif de leurs tâches traditionnelles au profit d'une orientation de plus en plus répressive de leurs fonctions et de leur transformation en garde prétorienne du régime. Le dernier coup d'éclat de Marcellin a été la dissolution, après celle de la Ligue Communiste, des mouvements autonomistes basque, corse, et breton. Il aura néanmoins échoué dans sa tentative de prolongation de la garde à vue — et la **watergaffe du « Canard enchaîné »** a probablement signé son arrêt de demi-disgrâce. Demie, parce qu'on ne peut quand même pas se permettre de se débarrasser complètement d'un Marcellin : six ans à l'Intérieur, cela permet de voir passer bien des dossiers. Marcellin n'est pas Aranda. Mais il est des casseroles qu'on préfère ne jamais voir sortir des placards...

B.L. ■

menaces sur l'emploi !

Plus de 500 000 demandeurs d'emploi ! C'est le chiffre actuellement avancé par les services de l'INSEE. Et ce chiffre, outre qu'il minimise régulièrement le nombre réel, est en augmentation continue et accélérée depuis quatre mois. En fait, le chômage en France est beaucoup plus important, car les données officielles ne prennent pas en compte le chômage partiel qui s'est beaucoup accru depuis six mois. Il représente, au bas mot, 25 à 30 % du chômage officiellement indiqué aujourd'hui. De plus, les données publiées s'appuient sur des enquêtes faites un ou deux mois plus tôt.

C'est plutôt de 700 000 chômeurs et peut-être davantage qu'il faudrait parler. Chaque jour les patrons annoncent des jours chômés supplémentaires et des fermetures provisoires. En fait, le provisoire est à répétition et la menace de licenciement est permanente dans presque tous les secteurs.

L'automobile, les textiles, les pneumatiques et l'aéronautique sont les plus touchés. Les transports aériens et maritimes, le secteur de la distribution, les bureaux d'étude, la fonction publique se préparent à d'importantes compressions de personnel. Dans l'automobile, après les jours chômés de fin d'année et leur réapparition en février, on annonce : chez Citroën, deux jours de fermeture en mars, réduction de l'horaire hebdomadaire de travail et suspension des contrats de travail — la promesse de reprise, dans six mois, des salariés qui auront accepté d'aller travailler dans le bâtiment est une duperie : dans six mois, les choses se seront peut-être encore aggravées et on veut licencier sans le dire. Chez Renault, trois jours chômés entre mars et avril à Sandouville. Chez Simca-Chrysler, déjà plusieurs jours chômés. L'usine General Motors de Strasbourg a été fermée pour une semaine en février. On pourrait allonger la liste.

Le revenu de plus de 5 millions de travailleurs dépend en France plus ou moins directement du secteur automobile. L'absurdité de la croissance capitaliste a fait que non seulement la voiture individuelle est coûteuse, difficile à utiliser, symbole de hiérarchie sociale, mais en plus que près d'un quart de la population voit son niveau de vie soumis aux aléas du marché d'un seul produit. Dans l'aéronautique, sans être aussi vaste, le problème est peut-être plus aigu.

une crise profonde

Il y a cependant une idée qu'il faut souligner : la crise de l'énergie — qui est un réajustement des coûts et non une crise des approvisionnements — n'est pas la cause de la récession dans l'automobile ou l'aéronautique, pas plus qu'elle n'est la cause de la crise économique. Elle en est un élément accélérateur et révélateur.

Dès le milieu de l'année 1973, les économistes prévoient la crise de l'énergie et les agents commerciaux observent un infléchissement de la demande de voitures neuves et des avions civils.

En vérité, cette crise est structurelle et non uniquement conjoncturelle. C'est la crise d'un système économique qui conduit à des impasses et entraîne des contradictions de plus en plus in-

surmontables en raison de ses propres lois : le profit, la concurrence, l'exploitation de la majorité des hommes.

La montée de l'inflation que l'on prévoit encore plus forte pour 1974, la désorganisation des échanges internationaux, l'accentuation des conflits entre les principaux ensembles impérialistes annoncent les difficultés actuelles du monde capitaliste. Peut-être n'en sommes-nous qu'aux préliminaires et va-t-on voir les difficultés du système s'accroître ? Devant cette situation, la bourgeoisie s'affole, multipliant les scandales — manipulation des prix pétroliers par les grandes compagnies — alimentant la spéculation monétaire, s'efforçant de provoquer la diversion politique alors qu'elle accumule des surprofits, même si elle entraîne la liquidation d'une partie de sa base sociale : petits commerçants et PME en particulier, par la concentration et les restructurations.

Les travailleurs et leurs organisations politiques et syndicales doivent, dès aujourd'hui, se préparer à prendre toutes leurs responsabilités. Elles risquent d'être lourdes dans un proche avenir.

Dans l'immédiat, l'emploi et le pouvoir d'achat seront particulièrement affectés. Le patronat prétend vouloir préserver avant tout l'emploi quitte à exiger « un effort sur les salaires » de la part des travailleurs. Dans ce domaine, pas plus que dans d'autres, il ne faut lui faire aucune confiance. Le freinage des luttes sur les salaires n'aboutirait qu'à encourager une offensive patronale de licenciements. C'est une politique économique et sociale dans son ensemble qui est en cause ; elle doit être combattue globalement.

La situation dans l'aéronautique est à cet égard significative.

L'aéronautique, secteur de pointe, à haute technologie, exposé à une concurrence impitoyable, fortement consommateur d'énergie, va être durement touché. Sur les 108 000 salariés de l'aéronautique actuellement, on annonce — c'est le ministre Galley qui l'a dit — une réduction d'effectifs de 8 000 d'ici à la fin 1975. Ces compressions ne s'effectueront pas seulement par des mises à la retraite et par un contrôle strict de l'embauche — pas de reprise des jeunes au retour du service militaire — elles prendront des formes plus insidieuses mais tout aussi néfastes. Déplacements d'équipes entières, reconversion d'ateliers avec perte de qualification, transfert de production et démantèlement, fermetures de certaines usines vont se multiplier.

Le rythme de construction de Concorde vient d'être réduit de moitié (4 par an au lieu de 8), il n'y en a toujours que 9 de vendus — à Air-France et à la BOAC — le programme Airbus se poursuit mais la clientèle est inconnue, 10 Mer-

cure sont fabriqués et vendus au seul Air-Inter et on n'en construira pas d'autres.

La tentative de mise au point d'une aéronautique civile européenne est avortée et les USA ont complètement rétabli leur hégémonie un instant menacée. Les constructeurs américains fournissent 99 % de leur marché et environ 75 % du marché européen aujourd'hui, alors qu'ils ne représentaient que 70 % des achats européens en 1970.

Les constructeurs européens avaient tenté de sortir par la fuite en avant de cette dépendance vis-à-vis des Etats-Unis, en lançant des Groupements d'Intérêts Economiques (GIE) ou en mettant au point des consortiums. Aujourd'hui, ils doivent s'incliner dans le civil, se rabattant sur la construction militaire : avions, engins, moteurs, hélicoptères.

En dépit des grandes déclarations sur la nécessité d'un secteur militaire indépendant nécessaire à l'indépendance nationale, on voit les accords se multiplier pour la conception et la fabrication des appareils les plus modernes : ainsi du Jaguar construit avec les Britanniques, de l'Alpha Jet construit avec les Allemands, deux pays qui sont en Europe les piliers de l'OTAN.

Les conséquences pour les travailleurs sont claires : concentrations et restructurations, menaces de liquidations et de licenciements, déplacement des centres de décision et division internationale du travail dans le but d'affaiblir la solidarité des travailleurs.

un nouveau Lip ?

« Nous devons à tout prix éviter un nouveau Lip dans le Sud-Ouest. » C'est un des soucis majeurs des nouveaux dirigeants de la SNIAS et... de certains ministres.

Pourtant, restructuration, démantèlement et licenciement se préparent. Déjà à Châteauroux, 300 salariés de la SNIAS employés à la fabrication du matériel d'équipement pour Concorde sont prévenus de leur licenciement. Dans la région de Toulouse, les sous-traitants (électronique, équipement intérieur des appareils) voient s'assécher leurs carnets de commandes et licencient discrètement. A Istres et à Bordeaux, les travailleurs affectés au programme Mercure sont inquiets : le licenciement est improbable mais la reconversion certaine. Avec, à la clef, déqualification et perte de salaire.

Mais Dassault-Bréguet est optimiste : les commandes militaires ont plus que doublé en 1973, passant de 3,65 milliards en 1972 à 8 milliards à la fin 73. Même si c'est l'Etat qui par l'intermédiaire d'Air-Inter devra financer l'échec commercial du Mercure. On peut même s'attendre à ce que la SNIAS devienne le premier sous-traitant de Dassault. Déjà, la SNIAS travaille sur les Mystère et les Mirage. Compte tenu des chiffres avancés par Galley (80 000 emplois dans le militaire, 20 000 dans le civil, alors que la SNIAS emploie 42 000 personnes et Dassault 15 000), on voit comment va s'effectuer le transfert. On assistera ainsi à une dénationalisation masquée au profit de Dassault.

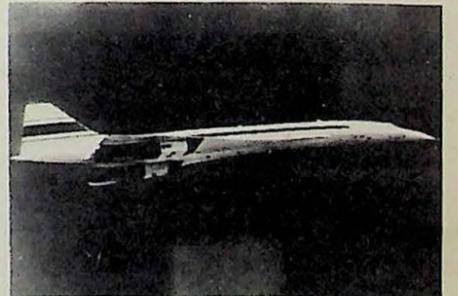
L'aéronautique est un secteur stratégique pour l'industrie de pointe : largement financées par l'Etat, les recher-

ches qui y sont effectuées servent ensuite à la mise au point de matériel industriel et militaire commercialisé par le secteur privé. C'est aussi un secteur essentiel pour la défense nationale, c'est enfin un domaine où la qualification et la compétence des travailleurs ont permis la mise au point d'appareils de très grande qualité.

Mais ceci ne peut nous empêcher de nous interroger sur la finalité des produits. Et ceci concerne aussi bien la fabrication du Concorde que la construction d'appareils ou d'engins militaires destinés à être vendus à des pays fascistes : la Grèce, le Brésil, l'Afrique du Sud et le Chili sont quelques-uns des exemples.

Que signifie, d'un point de vue de classe, la fabrication d'un appareil comme Concorde, utilisé seulement par les super-riches, appareil de prestige certes mais invendable et de ce fait, véritable gouffre financier ? Sait-on que le coût du Programme Concorde équivaut à la construction de près de dix lignes de chemins de fer électrifiés entre Paris et Lyon ? Et l'emploi, dirait-on ? C'est dans la politique générale des transports qu'il faut resituer le problème.

Sans que les travailleurs perdent ni leur emploi ni leur qualification, on peut très bien orienter la production vers les transports en commun : turbo trains



Concorde : 4 au lieu de 8
Airbus : clientèle inconnue
Mercure : au seul Air-Inter

menaces sur l'emploi !

rapides par exemple, qui exigent une haute technologie, peuvent servir à une majorité des utilisateurs et offrir une substitution au délire automobile.

Il existe de même un marché de l'aviation pour des produits plus sobres, moins coûteux aussi bien pour l'équipement des lignes européennes et les pays du Tiers-Monde.

De même, devons-nous entamer une réflexion sur la finalité de la production militaire. Quelques éléments au débat : tout pays, pour préserver son indépendance, doit disposer des véritables moyens d'une défense nationale. On ne peut attaquer le principe de la production propre de ses armements. La question est plutôt : qui les fabrique (public, privé) ? au profit de qui ? sous quel contrôle ?

Autre question : à qui vend-on des « instruments de mort » ? Aux pays du Tiers-Monde en voie d'émancipation, ou en marche vers le socialisme ? Aux trois catégories sans aucun doute. Les travailleurs doivent avoir leur mot à dire sur ces sujets, développer le débat, exercer leur contrôle et imposer l'interdiction aux pays fascistes, racistes ou colonialistes.

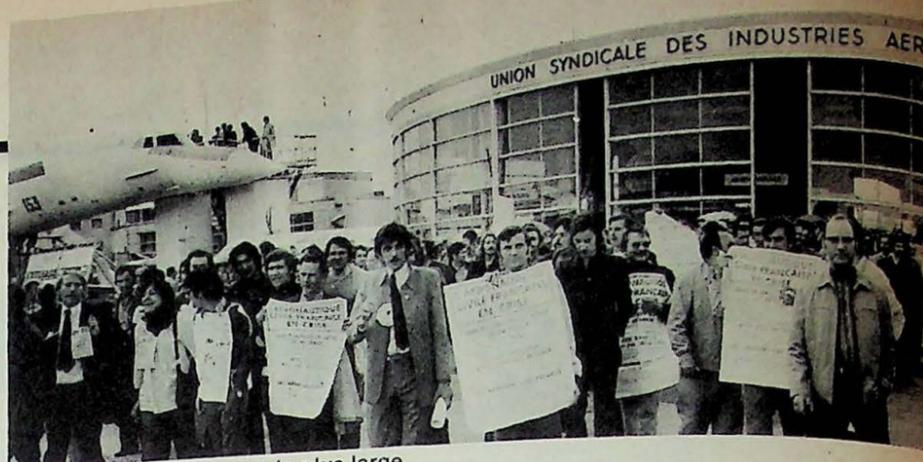
Ce n'est qu'une introduction au débat qui devient nécessaire, inéluctable même.

Les orientations de lutte et leurs modalités doivent être le fait d'une réflexion collective des travailleurs : tant du point de vue local, par usine, que dans leurs organisations syndicales et politiques.

trois thèmes pour la lutte

Trois thèmes doivent permettre d'engager la discussion :

1° - Toute mobilisation, forme de lutte, recherche de solidarité doit s'appuyer sur une base la plus large possible. Par l'information, l'unité d'action dans l'entreprise, voire dans la branche elle-même. Aussi, par la popularisation immédiate dans les régions concernées. Dans le Sud-Ouest, par exemple, il est évident qu'une récession et des licenciements dans l'aéronautique auraient de graves répercussions sur la vie



Mobilisation : sur la base la plus large

des gens de la région : pertes de ressources, exode, fermetures d'industries sous-traitantes, etc. Il faut donc rechercher la solidarité régionale.

2° - Lutter contre les concentrations, restructurations qui n'ont pas été soumises à l'avis des travailleurs. Ces opérations signifient toujours : reconversions, fermetures, déqualifications, transferts de travailleurs, etc. Sur ce point, il faut imposer le contrôle ouvrier à tous les niveaux : fabrication, études, stratégie de l'entreprise. Les patrons préparent obscurément des réorganisations qui sont, chaque fois dangereuses pour les travailleurs. L'exigence de l'information, de la liberté de débat et du contrôle ouvrier dans l'entreprise est primordiale.

3° - Préserver l'organisation syndicale. Un patronat de combat est un patronat d'apparence moderniste se coalisant aujourd'hui pour démanteler les

organisations que se sont données les travailleurs. Il faut s'y opposer avec la plus grande fermeté. Le débat interne à la classe ouvrière entre les stratégies syndicales ne doit en aucun cas nous affaiblir devant les patrons. Nous savons que des plans de liquidation des organisations syndicales de la classe ouvrière sont préparés et chaque jour les tentatives d'implantation de syndicats jaunes ou objectivement fascistes se précèdent. Il faut y mettre un terme tout de suite : en les démasquant et en les dénonçant sans répit devant les travailleurs.

Cette question est décisive pour la poursuite et l'accentuation des luttes dans l'aéronautique. Les travailleurs doivent se battre inlassablement pour que la préservation de leurs organisations soit assurée dans leur établissement ou dans leur entreprise.

Jean NAUROIS ■

les statistiques de la bourgeoisie

La presse a fait état de la décision des sections CFDT et CGT de l'Institut national de la statistique et des études économiques, de critiquer publiquement l'indice des prix officiels calculé par l'INSEE. S'il nous paraît utile de revenir cette semaine dans TS sur l'action de ces sections syndicales, c'est pour trois séries de raisons.

D'abord, le sujet est fondamental : il s'agit de montrer qu'en matière de statistiques des prix, il n'y a pas une vérité, mais bel et bien des vérités, selon qu'on est acheteur ou vendeur, ouvrier ou cadre supérieur, ministre ou travailleur. L'indice des prix n'est qu'un instrument de plus, dans la panoplie des armes de la classe dominante : le document de l'intersyndicale de l'INSEE le montre

bien. Il va même plus loin et incite à une analyse politique renouvelée du mécanisme de la consommation dans notre société.

Ensuite, la démarche même des syndicalistes de l'INSEE est significative : soucieux de s'interroger sur les finalités de leur travail, les agents de notre Institut de statistiques se sont aperçus que, du fait de l'extrême division du travail pratiqué à l'INSEE, aucun d'eux n'avait une vue tant soit peu globale de l'élaboration de l'indice des prix auquel il travaillait. Leurs réunions ont ainsi permis de reconstituer l'ensemble de la chaîne, de l'enquêteuse de base au cadre supérieur spécialisé. Aboutissant à une mise en cause fondamentale de l'indice officiel, ils ont décidé

une double action, vers l'intérieur de l'INSEE et vers l'extérieur, aussi bien en participant à des manifestations sous leur propre bannière (« Indice INSEE, indice truqué ») qu'en diffusant au maximum un document d'explication, conçu de manière très pédagogique dont on va lire ci-dessous des extraits.

Enfin, leur texte pose quelques questions auxquelles les forces politiques et syndicales anti-capitalistes devraient pouvoir répondre clairement. « Nous sommes contre toute négociation de salaires à partir d'un indice, m'explique un militant CFDT de l'INSEE. Aucun indicateur ne peut avoir de valeur absolue. Ce qui serait déjà mieux, ce serait une batterie d'indices différents par catégories socio professionnelles ». Au-

trement dit : l'indice INSEE est fallacieux, mais l'idée même d'un « contre indice » (comme le pratique la CGT) est tout aussi absurde. « l'indice du prix, commenté par ailleurs ce responsable CFDT, extériorise la bataille des salaires par rapport à l'entreprise. Or la bataille du salaire doit se faire dans la boîte, et pas à l'extérieur ». Là encore, tout le monde sera-t-il d'accord, y compris à la CFDT ?

Du document de l'intersyndicale, nous avons choisi des extraits (1) qui portent sur l'élaboration même de l'indice des prix.

Gilbert HERCET ■

(1) le texte complet doit être diffusé par les confédérations CGT et CFDT, qui le reprennent à leur compte.

A la base du calcul de l'indice, il y a les relevés de prix des produits représentatifs. Ce travail est assuré par des enquêteuses.

Donnons-nous un exemple : en décembre 1973 on trouve un réfrigérateur marque « Frigimou », type « Igloo », contenance 100 l, prix 500 F. Un mois plus tard, en janvier 1974, ce frigidaire n'existe plus, mais on trouve un nouveau frigidaire : marque « Frigimou », type « Val d'Isère », contenance 100 l, prix 600 F. Le nouveau a en plus le dégivrage automatique, mais il use plus d'énergie, a une tôle plus mince et dure moins longtemps.

Les consommateurs ne peuvent pas obliger les fabricants à continuer de produire le type « Igloo ». S'ils ont vraiment besoin d'un frigidaire, ils ne peuvent même pas refuser d'acheter le type « Val d'Isère » : c'est en effet le seul frigidaire de cette contenance que les fabricants acceptent de produire. C'est ainsi que sur tous les produits qui nous paraissent indispensables, les fabricants peuvent imposer aux consommateurs le remplacement d'un

modèle, par un autre plus cher et qui durera pourtant moins longtemps. Il n'est d'ailleurs même pas nécessaire que l'ancien frigidaire ait complètement disparu. Il suffit que les marchands trouvent le moyen de faire acheter aux consommateurs le nouveau plutôt que l'ancien : difficultés pour trouver des pièces de rechange pour l'ancien modèle, délais de livraison plus longs pour l'ancien que pour le nouveau, « facilités » de paiement pour le nouveau, matraquage publicitaire (où l'on se garde bien de préciser que le nouveau modèle durera moins longtemps), etc...

nouveau !

De tels cas se présentent très souvent ; ils constituent même un des traits caractéristiques du système économique actuel. Pour obtenir plus de profit, les fabricants augmentent artificiellement notre consommation, en nous imposant des « produits nouveaux » à l'aide de la publicité, en nous obligeant à remplacer de plus en plus vite ces

produits puisqu'ils durent de moins en moins longtemps, en nous les rendant de plus en plus chers sous le prétexte d'une qualité meilleure pour laquelle ils ne nous demandent pas notre avis.

Calculer un indice, c'est tout d'abord faire la comparaison des prix relevés au cours de deux périodes séparées d'un mois ou plus. Donc, comment faire, lorsqu'entre deux périodes, certains produits disparaissent ou apparaissent, lorsque d'autres subissent des modifications ? (...) Un encadré de l'INSEE et Statistiques (direction de l'INSEE) répond à cette question : « (...) l'INSEE a été amené à définir des règles empiriques de raccord dont le principe fondamental est que l'on compare des prix d'objets différents à qualité d'usage équivalente... » (n° 21, p. 6). (...).

Que fait donc l'INSEE pour évaluer les « qualités d'usage » de deux produits, dont l'un s'est substitué à l'autre, le plus souvent sans demander l'avis du consommateur, soi-disant libre de choisir ? Sur quels critères de « qualité » se

fonde-t-il ? Nous allons voir que ces critères résultent directement de l'idéologie dominante, c'est-à-dire de ce que les fabricants veulent nous faire croire et qui apparaît par exemple dans leur publicité. Donnons-nous un autre exemple : en septembre 1973, on relève le prix d'une voiture A, de puissance 4 CV, et de prix 10 000 F. En octobre 1973, cette voiture n'existe plus à l'état neuf (les achats d'occasion ne sont pas comptés dans l'indice). Par contre, on trouve une voiture B, de puissance 5 CV et de prix 13 000 F. La puissance a augmenté, mais la sécurité a diminué, car les freins ne sont pas plus puissants, la carrosserie est moins solide, etc...

quel critère ?

Que va faire l'INSEE dans un tel cas ? Il va appliquer ses « règles empiriques de raccord dont le principe fondamental est de comparer les prix d'objets différents à qualité d'usage équivalente ». Cette convention est très souvent appelée : règle de l'effet-qualité.

Qu'est-ce que cela veut dire dans notre exemple ? Quand la puissance augmente en même temps que le prix, l'augmentation de prix n'est comptée qu'en partie dans l'indice. En effet, on affirme que la voiture a une qualité supérieure, donc qu'une partie de l'augmentation de prix est due à l'augmentation de qualité : sur les 3 000 F. d'augmentation de prix, 2 000 F. par exemple seront attribués à l'augmentation de puissance et ne seront donc pas comptés dans le calcul de la hausse des prix ; ce calcul ne retiendra comme hausse que 1 000 F. Pourquoi choisir la puissance plutôt que la sécurité, comme critère de qualité ? Dans l'exemple précédent du réfrigérateur, l'on affirme de la même manière que le dégivrage augmente la qualité. Mais l'on ne tient pas compte d'une résistance moins grande du matériel. Et dans ce cas on peut ne pas tenir compte du tout de l'augmentation de 100 F.

Cette méthode est une des méthodes qui a pour effet de cacher une partie de la hausse des prix. (...)

(...) Toutes ces évaluations de « qualité d'usage équivalente » supposent que tout le monde est d'accord sur la **qualité** d'un produit, c'est-à-dire sur son utilité.

choix politique

Or, la valeur attachée à un produit est très différente selon les classes sociales. Ainsi pour les **aliments**. Pour les ouvriers, les vieux sans ressources, un « bon » aliment est celui qui nourrit bien, qui « **cale l'estomac** », qui permet de vivre. Pour les bourgeois, c'est celui qui ne fait pas grossir... Ainsi, pour ces derniers, un lait écrémé sera de meilleure qualité qu'un lait non écrémé. Allez raconter ça à un « **économiquement faible** »... Celui qui choisit le critère à suivre dans l'indice ne fait-il pas un choix politique ?

— La définition de la « **consommation** » : pourquoi celle-là plutôt qu'une autre ?

Pour définir la « **consommation** », l'INSEE a choisi de s'appuyer sur la comptabilité nationale (...).

Qu'est-ce que la Comptabilité Nationale appelle donc « **consommation** » ?

Ce n'est pas nécessairement ce qu'on pourrait croire. Sont exclues

de la « **consommation** », et donc de l'indice toute une série de consommations dont les prix galopent actuellement et principalement :

— le gros entretien et la construction des logements (pour la comptabilité nationale ce sont des « **investissements** » comme si les échanges étaient des promoteurs immobiliers !);

— tous les achats d'occasion ;

— les impôts directs, la vignette auto ;

— les cotisations de sécurité sociale, les primes d'assurance ;

— les intérêts pour achats à crédit : tant pis pour vous si vous ne payez pas comptant.

— les frais de garde des enfants (...).

Aujourd'hui où il y a forte hausse du crédit et du prix d'achat des logements, la définition de la consommation qui n'en tient pas compte cache, encore une fois, une partie de la hausse des prix. (...).

De la méthode de calcul de l'indice, nous retiendrons simplement qu'elle est parfois surprenante. C'est ainsi que pour les produits frais, l'on affecte à douze mois suc-

cessifs les relevés d'un mois donné. (Economie et statistique 21, p. 9). Autrement dit, chaque mois, les variations des prix constatées au cours du mois sont étalées sur 12 mois. Connaissez-vous des commerçants qui acceptent de vous faire crédit durant 11 mois, lorsque le prix des pommes de terre augmente ? Nous n'en connaissons pas et la direction de l'INSEE non plus, puisque l'on peut lire quelques pages avant : « **Tous les achats sont réputés être payés comptant** » (p. 7). Si vous dites que ce n'est pas logique, c'est que vous

êtes encore persuadé que l'indice est scientifique, qu'il est au service de tous !

En fait, l'INSEE vous traite comme si vous étiez une entreprise idéale. Vous faites des stocks (de produits frais ?) qui vous permettent d'étaler les variations ; vous n'achetez à crédit que si vous avez intérêt à le faire, alors qu'en fait il est souvent difficile de faire autrement. Les conventions posées dans le calcul de l'indice sont celles des entrepreneurs et ne correspondent pas à la situation des travailleurs. L'indice, comme beaucoup d'autres statisti-

ques va de fait dans le sens des intérêts patronaux. Bien sûr le fait d'étaler sur 12 mois une hausse brutale sur un produit frais change peu la mesure de la hausse des prix sur **longue période**. Mais c'est bien au moment où la hausse a lieu que le travailleur en ressent les conséquences, et c'est dès ce moment, qu'il a, besoin de voir son salaire augmenter pour que son pouvoir d'achat ne baisse pas. C'est dans ce genre de grignotages qu'on voit que, par ses techniques, l'indice de l'INSEE est au service d'une classe. (...)



Salon des arts ménagers : facilités de paiement...

L'Europe des prix en question

chez les paysans



Ça fait bien longtemps qu'on n'avait pas vu ça. Partout en France les paysans se sont mobilisés en grand nombre. A l'initiative de la FNSEA ces actions ont rassemblé tous ensemble CDJA, MODEF et Paysans-travailleurs. L'ampleur des manifestations s'explique clairement par le marasme qui règne dans le monde agricole comme un peu partout.

Les revendications portent essentiellement sur l'augmentation des prix. Ceci n'est pas sans poser quelques problèmes, car quelles sont les conséquences du régime de prix unique sur tout le territoire de la CEE ?

Depuis plusieurs mois, les cours de la viande bovine se sont effondrés et il y a même eu une alerte récemment pour le porc. En même temps, les coûts de production ont augmenté considérablement. La semaine dernière Jean Mallet a fait sentir avec force dans son article quelles pouvaient être les inquiétudes du monde paysan.

La fixation des prix agricoles à Bruxelles a donc été l'occasion d'exprimer le mécontentement d'une façon nationale. Mais il est bon de rappeler les trois principes sur lesquels la politique des prix agricoles dans la Communauté est fondée : l'unité du marché, la préférence communautaire, la solidarité financière.

Ainsi, chaque année, après avis de la Commission, les neuf ministres de l'agriculture procèdent à un véritable cérémonial de plus en plus grotesque qui se termine par un compromis et des déclarations essouffées d'auto-satisfaction. Il faut aussi bien voir que cette séance annuelle et les décisions qui peuvent en être prises servent largement de parapluie à qui en a besoin.

piteusement

Mais, le mardi 12 février les ministres se sont séparés piteusement sans aboutir à un accord. Toutefois, pour faire passer la pilule aux travailleurs le temps de patienter un peu, ont été accordés : la rétroactivité des prix à partir du 3 mars pour les produits laitiers et la viande bovine ; l'arrêt des importations de viande provenant des pays extérieurs à la Communauté en France et en Italie.

Quel rapport entre les prix de Bruxelles et la rémunération du travail ? Actuellement, l'exemple du porc est significatif de la grugerie

bruxelloise. Voyons plutôt : le prix de base fixé à Bruxelles, valable sur la période du 1er novembre 73 à novembre 74 est de 86 UC (unités de compte) soit 477 F. Or, le prix d'intervention (s'il y en a un, ce qui n'est pas automatique) doit se situer entre 85 et 92% du prix de base, soit, dans le meilleur des cas 92%, ce qui équivaut à 439 F pour 100 kg de carcasse. Mais les coûts de production sont évalués actuellement à 550 F, non comprise la rémunération du travail.

Que signifie donc pour la prochaine campagne une augmentation de 8 ou 10% du prix de base ?... Alors que l'augmentation des charges (aliments, bâtiments...) est encore plus rapide.

sélection

Il est donc dérisoire pour un producteur de se battre pour obtenir 13% au lieu de 7%, cela ne peut que limiter la perte pure, c'est tout. Il doit exiger la rémunération de son travail, c'est-à-dire que le prix réellement perçu corresponde aux coûts de production, augmenté de la rémunération de son travail.

Mais est-ce seulement envisageable, avec les structures actuelles ? Et ceci ne résoudrait pas, bien au contraire, le problème du capitalisme qui se développe en agriculture.

Les inégalités entre producteurs sont bien évidentes et se traduisent principalement par les régions et la taille des exploitations.

Une augmentation de prix uniforme pour toutes les régions et tous les exploitants amène donc une **sélection des producteurs** étant donné que ceux qui sont déjà dans une situation favorable (même si elle n'est pas brillante) pourront exploiter cette augmentation de façon à pouvoir se développer sur le dos des autres, qui eux, pour des

raisons liées aux structures régionales et à celles des exploitations n'auront pas pu suffisamment en profiter. Bien sûr, tout ceci se fait grâce aux critères soi-disant modernistes de compétitivité et de rentabilité entretenus par la bourgeoisie.

On assiste de cette façon à une **spécialisation des exploitations**, facilitée également par la modernisation. Mais le phénomène de spécialisation s'amplifie rapidement d'une façon régionale. Ainsi, la région la mieux placée s'engage dans la production la plus rentable (ou la moins contraignante). Que reste-t-il pour les autres ? Le sous-développement. Elles sont pratiquement colonisées en étant réduites souvent à un rôle de fournisseur de matières premières. A la limite, on peut concevoir à longue échéance le développement de vastes réserves naturelles... ça mène très loin.

Il apparaît donc clairement que toute augmentation de prix, avec ce système de prix unique sur l'ensemble de la Communauté, ne peut que **renforcer les inégalités** et peu à peu, les producteurs les plus rentables élimineront les autres sans que soient pris en compte à aucun moment les équilibres régionaux, la sauvegarde du milieu naturel et la qualité des produits.

Les solutions compatibles avec le système capitaliste :

— les **aides directes sur la production**, système appliqué en Grande-Bretagne (déficiency payments) comportent l'avantage d'un prix garanti pour le producteur. Mais par le fait même qu'elles s'appliquent à la production, ne risquent-elles pas d'activer la mentalité productiviste ? Elles permettent néanmoins de mettre sur le marché des produits accessibles pour le pouvoir d'achat des consommateurs ;

— le **prix garanti jusqu'à un quantum** (comme le demande la Fédération nationale porcine jusqu'à 1000 porcs). Ce système a déjà été largement utilisé pour les céréales. Mais il n'apporte rien aux consommateurs et le quantum est délicat à fixer, puisque un certain nombre de petits éleveurs se sont spécialisés dans une production dans la vague du développement. D'autre part, les producteurs riches auraient toujours la possibilité, avec les facilités qu'ils ont à disposition, de diversifier les productions et de profiter injustement du prix garanti.

Un élément pour l'agriculture révolutionnaire :

L'aide directe sur le revenu des paysans qui équivaut à une redistribution des revenus.

Elle n'est pas applicable dans notre système actuel, tout simplement

parce qu'elle est contraire aux intérêts de la classe dirigeante (représentants professionnels, ministres...). En effet tout ce qui intéresse les paysans riches (et ceux qui espèrent naïvement le devenir !) ce sont les augmentations de prix (pour qui croyez-vous que la FNSEA se batte ?).

Or l'aide directe sur le revenu aurait justement comme conséquence de les faire stagner à niveau raisonnable pour le consommateur et de redistribuer sous une autre forme les aides au soutien des marchés à ceux qui en ont le plus besoin, sans que cela coûte beaucoup plus cher à la collectivité. Cela permettrait d'engager un processus de déhiérarchisation des revenus et d'égalité, entre les régions et les structures.

Ca vous dit quelque chose ?
Hector COIRON ■

un exemple

A l'initiative des Paysans Travailleurs une manifestation surprise a eu lieu le mardi 19 février aux abattoirs ARCHAIMBAULT de Celles sur Belle (Deux-Sèvres) regroupant 300 agriculteurs de Poitou-Charentes.

L'objectif : dénoncer le rôle des grands groupes industriels commerciaux qui manipulent le marché, importent et stockent, exportent en fonction de leurs intérêts.

Ainsi la Société Centrale des Viandes — SOCOPA. Son président est Marcel BRUEL, vice président de la FNSEA, président de la Fédération Nationale Bovine (FNB, section de la FNSEA). Cette Société Centrale des Viandes — SOCOPA est le principal organisme importateur de viande en France (15 000 tonnes en 1973). Et ce personnage prétend défendre les paysans !

A midi, les manifestants ont donc investi l'abattoir. Cette heure a été choisie pour éviter de créer des difficultés aux ouvriers que leur patron aurait pu accuser d'être trop mous avec ces envahisseurs. Il y a deux ans environ, le même ARCHAIMBAULT a mis à la porte les éléments les plus durs de la récente section syndicale CFDT, dont un homme d'une soixantaine, provoquant la première manifestation de rue que Celles ait vu de mémoire d'homme.

Les paysans ont distribué un tract explicatif aux ouvriers encore présents, qui les ont bien accueillis. Ils ont demandé à visiter l'abattoir. Dans les chambres froides, ils n'ont pas trouvé de

viande importée. Il n'y en avait plus depuis peu de temps. Par contre à la CEGF (entrepôt frigorifique appartenant à l'abattoir Archaimbault), il y en avait des tonnes en provenance d'Uruguay. Une partie de cette viande congelée fut rapidement sortie et brûlée dans la cour de l'entreprise. Tout cela sous l'œil amusé de deux flics débonnaires.

Pourquoi une action directe auprès des abattoirs, alors que la consigne de la FNSEA est de faire de gentils défilés à la préfecture ?

Les revendications de la FNSEA ne sont pas acceptables. Une augmentation de 13% du prix d'orientation amènerait simplement à reconduire les prix auxquels les paysans vendent leur viande actuellement, puisque ces prix sont encore supérieurs au prix d'orientation, c'est-à-dire un prix au dessous duquel joue un mécanisme compensatoire européen.

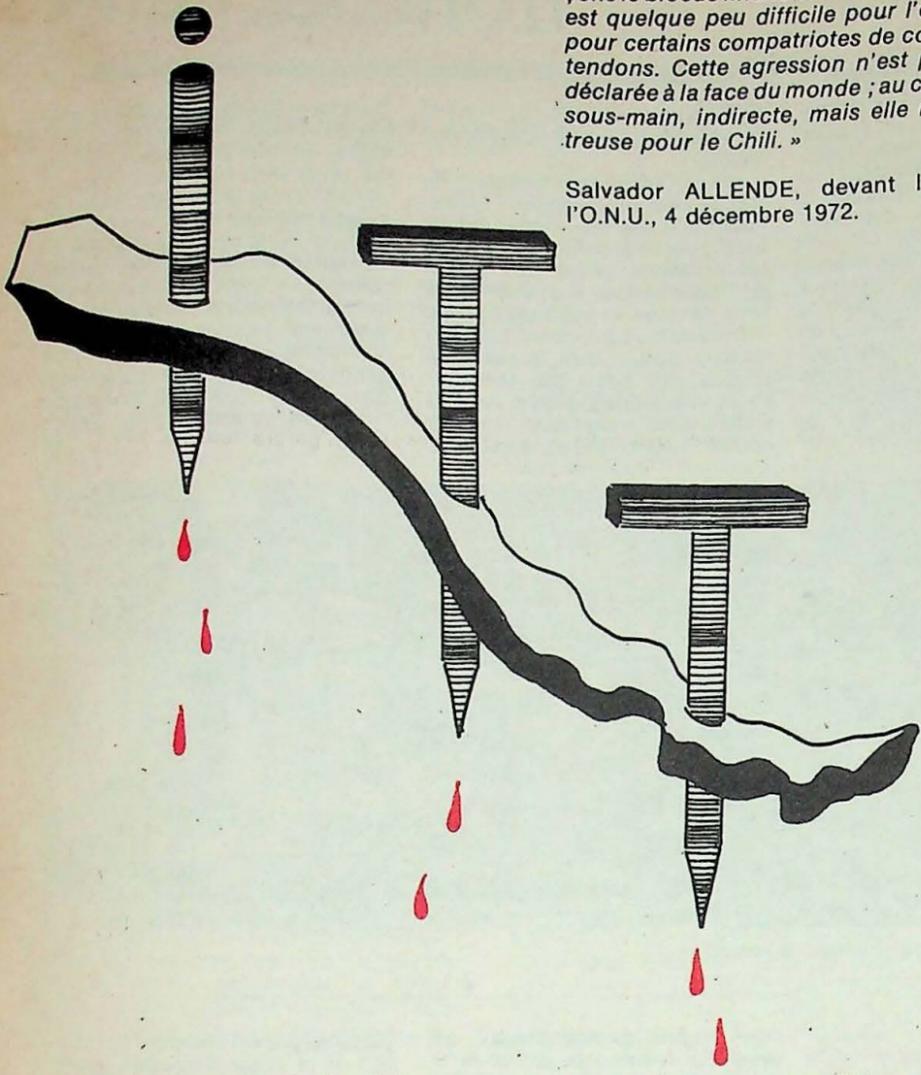
Si les paysans qui vivent de leur travail veulent pouvoir vendre leurs bêtes à leur coût de production, ce n'est qu'en s'attaquant directement à leurs vrais adversaires, c'est-à-dire à tous ceux qui trouvent intérêt au trafic sur les circuits actuels et leur complexité.

Un exemple : de la viande réfrigérée a fait trois fois l'aller-retour France Allemagne, chaque fois en changeant d'emballage.

C'est pourquoi les Paysans-Travailleurs ont fait à Celles une action dirigée contre la SOCOPA.
Corresp. ■

« Nous sommes conscients du fait que, quand nous dénonçons le blocus financier et économique exercé contre nous, il est quelque peu difficile pour l'opinion mondiale et même pour certains compatriotes de comprendre ce que nous entendons. Cette agression n'est pas ouverte et n'a pas été déclarée à la face du monde ; au contraire, elle est oblique, en sous-main, indirecte, mais elle n'en est pas moins désastreuse pour le Chili. »

Salvador ALLENDE, devant l'Assemblée Générale de l'O.N.U., 4 décembre 1972.



Le gouvernement de Salvador Allende a été la première victime de la nouvelle stratégie définie par Henry Kissinger comme étant celle du « profil bas », par opposition à la diplomatie de la canonnière, dont le secrétaire d'Etat américain se rend bien compte, qu'après l'aventure vietnamienne, elle irait à l'encontre des buts poursuivis. Un débarquement de « marines » sur les côtes chiliennes, comme à la baie des Cochons ou en République Dominicaine, aurait renforcé l'Unité Populaire plus qu'il ne l'aurait menacée. La nouvelle approche de l'impérialisme américain, qui repose sur une savante coordination de l'asphyxie économique, du sabotage politique et du soutien aux forces pro-américaines dans le pays considéré, ne constitue pas une « participation directe » au coup d'Etat, si l'on entend par là l'invasion ou contribution semblable à celles mises en œuvre dans le renversement du Dr Mossadegh ou de Diem. Le nouveau mode d'intervention testé au Chili exige la discrétion.

L'asphyxie économique elle-même a été plutôt le fait d'organismes internationaux contrôlés par les intérêts américains que directement celui du gouvernement des Etats-Unis : cette gué-

rilla économique veut essentiellement rester anonyme. On se souvient que, dans un memorandum d'octobre 1971, William R. Merriam, vice-président d'I.T.T., avait proposé au secrétaire au Commerce Maurice Stans un « étrangement économique » du Chili, de nature à provoquer le chaos qui permettrait de persuader les militaires « d'intervenir et de rétablir l'ordre » (2). A ce memorandum fait curieusement écho un câble de l'ambassadeur américain au Chili, Nathaniel Davis, adressé au département d'Etat, suggérant que pour arriver à un coup d'Etat, il serait d'abord nécessaire de créer « un mécontentement si important que l'intervention des militaires serait universellement désirée » (révélé par Jack Anderson, *Washington Post* du 28 mars 1972). Cette collusion que le gouvernement américain et les firmes multinationales opérant au Chili auraient voulu garder secrète, faisait l'objet d'une coordination que l'on a pu localiser au Conseil sur la Politique Economique Internationale, un organisme consultatif de la Présidence supervisé par le Dr Kissinger en personne. Il est d'ailleurs intéressant de noter que le directeur-adjoint de ce Conseil, Deane Roesch Hinton, est un spécialiste en recherche du renseignement économique, qu'il a

séjourné au Guatemala entre septembre 1967 et octobre 1969, au moment des révoltes populaires qu'a connues ce pays, et qu'il a été conseiller de l'Agence pour le Développement International (A.I.D.) à Santiago, avant d'être nommé à la Maison Blanche. Un expert, en quelque sorte...

Le Chili recevait, avant l'élection de Salvador Allende, 78,4 % de son crédit à court-terme des Etats-Unis ; après août 1971, ce chiffre est tombé à 6,6 %. En dépit d'un paiement irréprochable des dettes antérieures par le gouvernement de l'Unité Populaire, EXIM-BANK, la banque américaine d'export-import, a refusé au début de 1971 un prêt de 21 millions de dollars destiné aux lignes aériennes Lan-Chile. Cette décision, prise selon le *New York Times* (1er août 1971) « au niveau de la Maison Blanche » (probablement au C.P.E.I.), a marqué quasiment la fin de tous les prêts américains au Chili. En conséquence, les importations de machines et de pièces détachées de première nécessité sont tombées de 40 % à 15 % des importations chiliennes, et au début de 1972, 30 % des bus étaient immobilisés faute des pièces nécessaires pour les réparer.

seule exception

La Banque Mondiale, dirigée par l'ancien secrétaire à la Défense Robert McNamara, a supprimé tous ses prêts au Chili après l'élection de Salvador Allende, interrompant le financement de programmes de développement commencés il y a plus de vingt ans. La Banque Inter-Américaine de Développement (I.D.B.), qui avait jusque-là accordé près de 8 % de ses prêts totaux au Chili les a réduits à 1,1 % après 1970 : encore cette « entorse » au boycott a-t-elle consisté en deux prêts de 7 et 4,6 millions de dollars, respectivement à l'Université Catholique et à l'Université Australe — deux bastions notoires des forces réactionnaires ! La politique de ces organismes doit être mise en parallèle avec celle du Fonds Monétaire International (F.M.I.) — nettement moins soumis aux intérêts américains — qui a accordé, en 1971 et 1972, 148 millions de dollars de prêts au

CARNET MONDAIN

Les services de renseignement américains opèrent sur la base de ce qu'ils appellent une « équipe de pays » (country-team), sous la direction de l'Ambassadeur des Etats-Unis et de son adjoint. L'ambassadeur rend directement compte au secrétaire d'Etat Kissinger et à ce qui est connu sous le nom de « Comité des 40 » (organisme gouvernemental qui coordonne les activités d'espionnage). Tout le travail de renseignement est loin d'être clandestin : l'espionnage strictement dit est dévolu à la C.I.A., dont le chef de bureau dans un pays donné dépend simultanément de l'ambassadeur et, via l'attaché militaire, du service de renseignements du département d'Etat. Voici le nom, la formation et les antécédents (révélateurs) des principaux membres de cette « équipe de pays » en place à Santiago lors du putsch :

- DAVIS, Nathaniel, 48 ans : Ambassadeur. A été conseiller politique à Moscou, chef du service des affaires soviétiques du Département d'Etat, attaché à l'ambassade de Caracas, membre du Conseil National de Sécurité.
- SHLAUDEMANN, Harry W., 47 ans : Chef de mission-adjoint. Ancien « marin », a été officier consulaire en République dominicaine où il a probablement joué un rôle important dans l'invasion américaine d'avril 1965.

- ANDERSON, James E., 39 ans : Officier consulaire. Spécialiste du renseignement pendant la guerre, puis au département d'Etat entre 1960 et 1962. Transféré en République dominicaine en mars 1965, un mois avant l'invasion.
- ARZAC, Daniel N., Jr., 50 ans : Attaché politique. Spécialiste du renseignement, a servi à Phnom Penh, Montevideo, Bogota, Asuncion, et Santiago. Identifié par des militants de la gauche chilienne comme le chef du bureau de la C.I.A. à Santiago.
- ISAACS, Arnold M., 37 ans : Attaché politique. A reçu une formation de spécialiste du renseignement, a été attaché consulaire à Tegucigalpa et Buenos Aires.
- LATRASH, Frederik W., 47 ans : Attaché politique. A été employé comme analyste de renseignement par la Marine, pendant son service militaire entre 1951 et 1954, et a probablement pris part au coup d'Etat de 1954 au Guatemala. A servi à Amman, au Caire, à Caracas et à Panama.
- McMANUS, Joseph F., 47 ans : Attaché politique. Analyse du renseignement, a été vice-consul à Bangkok et Istanbul.
- TIPTON, John B., 33 ans : Attaché politique. Spécialiste de recherche du renseignement, a servi au Mexique, en Bolivie, au Guatemala comme spécialiste des problèmes sociaux.

- WARREN, Raymond Alfred, 50 ans : Attaché politique. Analyste de renseignement pour l'U.S. Air Force, spécialiste des questions économiques.
- WINTERS, Donald H., 37 ans : Attaché politique. A servi au Panama, est considéré comme ayant des liens étroits avec la C.I.A. (Jusqu'à présent, le Département d'Etat s'est refusé à communiquer quelque renseignement que ce soit sur les quatre attachés militaires air, terre, mer affectés au Chili à l'époque).

Il ressort de ce « carnet mondain » que la plupart du personnel américain à l'Ambassade de Santiago avait une formation très poussée en matière d'analyse et de recherche du renseignement et que certains s'étaient déjà trouvés dans des pays étrangers au moment de coups d'Etat. Des experts ont aussi remarqué que le « plan Djakarta », selon le nom donné au putsch, présentait de fortes similitudes avec l'opération « Phoenix » conduite par les troupes américaines au Sud-Vietnam, et que « l'opération Topo » (la fouille de quartiers de Santiago maison par maison) était menée selon les mêmes principes que des opérations similaires conduites par l'armée de Saïgon dans les principales villes du Sud-Vietnam depuis la signature des accords de Paris. ■

USA-

la po

“prof

« Au service des nations et du slogan est l'un des thèmes publicités télévisées pour la lions de dollars en 1974 (115 % sur 1973) afin de res Curieusement, en ce qui ce systématiquement à laver la conscience non seulement la conscience du gouvernement des Etats-Unis, mais des informations jusqu'à présent être regroupées, qui perm dans les méthodes de la po de l'Unité Populaire. C'est aux Etats-Unis, Jean-François premier volet de la politique Gérard Borel rend compte même politique telle qu'a p son « Livre noir ».

gouvernement de Salvador Allende, réduisant à peu de chose les arguments des financiers américains sur « l'instabilité économique » et le « peu de crédit » que l'on pouvait accorder au Chili (3).

A cette manipulation par Washington des organisations internationales de crédit, s'ajoute le boycott des cinq grandes banques américaines (Chase Manhattan, First National City, Chemical, Manufacturers Hanover Trust et Morgan Guarantee) qui ont réduit leurs prêts de 220 à 35 millions de dollars. Chase et Chemical, en particulier, ont des liens étroits avec Anaconda Corporation, dont les mines de cuivre avaient été nationalisées. Enfin, les subsides de l'A.I.D. (agence américaine d'aide internationale du développement) ont été réduits et modifiés : les fonds alloués allaient à des Chiliens « triés sur le volet », notamment dans l'administration, aux syndicats de la marine, de l'aviation commerciale et des professions libérales (4), hostiles à l'Unité Populaire, ou au parti chrétien-démocrate via un organisme connu sous le nom de DESAL.

La seule exception à ce blocus — mais elle est de taille ! — concerna les prêts d'équipement militaire. L'aide consentie pour l'année fiscale 1970 (la dernière avant l'élection d'Allende) avait été de 800 000 dollars, une somme particulièrement faible ; celle de 1971 fut de 5,7 millions et en 1972, de 12,3 millions. Le 5 juin 1973, les Etats-Unis ont accepté de vendre au Chili des jets F-5E, une décision généralement interprétée comme signalant à l'armée qu'elle jouissait de l'appui américain.

CHILI

Politique

« Profil bas »

« couples du monde entier » : ce sont les principaux de la campagne de l'I.T.T. dépensera six millions de dollars en augmentation de son image de marque (1). En Chili, l'I.T.T. s'emploie à faire des accusations d'avoir aidé la junte elle-même, mais également à disperser des rumeurs commencent à se répandre d'y voir un peu plus clair sur la politique américaine contre le Chili. Comme notre correspondant Jean-François Merle, établit ci-dessous un bilan de la situation au Chili, tandis que sur la page suivante, de cette campagne, nous saisissons Armando Uribe dans

quer à Santiago ; le 5 octobre, la Maison Blanche — passant outre aux objections du département d'Etat trouvant le geste « prématuré » et contraire à la discrétion de la politique du « profil bas » — accorda à la junte un crédit de 24,5 millions de dollars pour ces achats de blé...

Avec l'asphyxie économique, le deuxième volet de cette nouvelle stratégie de l'impérialisme est le sabotage politique. Selon le *New York Times* du 12 septembre dernier, 1 100 fonctionnaires américains (y compris leurs familles) étaient à pied d'œuvre à Santiago le jour du coup d'Etat, un chiffre particulièrement important si l'on considère que les documents officiels du département d'Etat n'en reconnaissent que 89. La plupart des fonctionnaires de l'Ambassade ont d'ailleurs un passé et une formation significatifs (voir notre encadré : « Carnet mondain »). L'audition par la sous-commission de la Chambre des Représentants sur les affaires inter-américaines du directeur de la C.I.A., William E. Colby, et d'un haut fonctionnaire de l'Agence, Frederick Dixon Davis, a apporté des lumières nouvelles sur l'étendue et la nature de ces activités. Tout en niant avoir appuyé la grève des transporteurs routiers, William Colby, sous le feu des questions du député démocrate du Massachusetts Michael J. Harrington, n'a pas pu démentir le soutien apporté par la C.I.A. aux manifestations anti-gouvernementales. La majeure partie du financement des groupements fascistes ou des partis de droite transitait, semble-t-il, par les filiales brésiliennes de firmes américaines. Le témoignage de W. Colby a aussi donné lieu à cet intéressant échange avec le député démocrate de Floride Dante B. Fascell : « FASCELL. — Est-il raisonnable d'estimer que l'Agence (la CIA) avait infiltré tous les partis politiques chiliens ?

« COLBY. — Je voudrais pouvoir répondre oui (sic !). Je ne peux garantir que ce soit « tous », parce qu'il y a eu des failles.

« FASCELL. — Importantes ?

« COLBY. — Je pense que nous couvririons la plupart d'entre eux. C'est ainsi que je le formulerais.

« FASCELL. — Est-ce là une mesure de routine ?

« COLBY. — Cela dépend du pays. Pour un pays aussi important pour la politique américaine que le Chili, nous essayons d'avoir des renseignements sur ce qui se passe de l'intérieur. Mais je peux nommer beaucoup de pays où nous ne nous inquiétons guère des partis politiques. »

le secret de l'ombre

Il ressort aussi de ces témoignages que la C.I.A., qui participait aux négociations entamées en 1973 quand le Chili cherchait à obtenir des Etats-Unis un ballon d'oxygène, quitte à indemniser partiellement certaines compagnies nationalisées, a fait de fortes pressions sur la Maison Blanche pour que ces offres soient repoussées.

400 000 dollars, selon le prédécesseur de William Colby, Richard Helms, avaient été accordés à des stations de radio de l'opposition avant l'élection d'Allende. W. Colby a refusé d'indiquer à la sous-commission si ces subventions avaient continué après. Il a admis que la C.I.A. était en contact avec des opposants chiliens : la revue chilienne *Punto Final* a identifié Keith Wheelock, ancien fonctionnaire du département

d'Etat, spécialiste du renseignement dont la présence avait été signalée au Congo ex-belge au moment des événements de 1962-64, employé civil d'une firme américaine à Santiago depuis 1969, comme le principal agent de liaison avec Pablo Rodriguez, chef du groupement fasciste *Patrie et Liberté*.

Le 8 septembre, l'ambassadeur Davis rentrait à Washington pour une visite éclair avec le Dr Kissinger et s'abstint de rencontrer, comme c'est l'usage, les parlementaires des commissions des Affaires étrangères des deux chambres du Congrès. Le 11, la marine américaine manœuvrait dans le port de Valparaíso, d'où partit le coup d'Etat. Ce jour-là, certains fonctionnaires de l'Ambassade des Etats-Unis à Santiago-du-Chili omirent de se rendre à leur travail...

A l'heure où la coexistence pacifique se renforce sous le nom de « détente », l'impérialisme diversifie ses méthodes d'intervention. Il ne s'identifie plus nécessairement aux bombardements des B-52 ou aux coups d'Etat à la James Bond. Dans le secret de l'ombre, il préfère au fracas de la guerre ouverte le camouflage de l'espionnage politique et les décisions prises dans le calme feutré des organismes financiers internationaux. Comme la guerre d'Espagne pour le matériel et la stratégie militaires allemands, le putsch chilien a servi de banc d'essai à la politique du « profil bas » du Dr. Henry Kissinger. A bon entendeur...

Jean-François MERLE ■

(1) Cet effort de propagande n'est pas uniquement télévisé puisque d'avoir fait, dans *Tribune socialiste* (n° 592, du 17 octobre

Publicité contre l'ITT parue dans les journaux de gauche, du temps où...

satrapie

Nixon, Frei et Pinochet
Jusqu'à ce jour, depuis ce septembre amer
De l'année mil neuf cent soixante treize
Avec Bordaberry, Garrastazu et Banzer.
Hyènes voraces
De notre histoire, rongeurs
Ruminant les enseignes conquises,
Par tant de sang et de feu,
Embourbés dans leurs biens,
Prédateurs infernaux,
Satrapes de tout ce qui s'achète et tout ce qui se vend,
Pressés par les bêtes de New York,
Machines privées de peine,
Souillés par le sacrifice
De leurs peuples martyrs.
Putains commerçantes
Du pain et de l'air de l'Amérique,
Dogues sauvages, gorges coupées, paquets
De politiciens de bordel
Avec la torture pour seule loi
Et la faim mordante du peuple.

Pablo Neruda.

Ce poème, écrit plusieurs jours après le coup, a été traduit d'après la version anglaise distribuée par Prensa Latina. ■

1973) le compte rendu du livre d'Anthony Sampson *I.T.T. : l'Etat Souverain* (Alain Moreau, éd.) m'a valu de recevoir du service de presse d'I.T.T.-France une volumineuse documentation tendant à réfuter les conclusions de ce livre. Ainsi, pour démentir l'accusation selon laquelle Sosthènes Behn, le fondateur d'I.T.T., aurait continué pendant la guerre à faire du commerce avec les puissances de l'Axe, notamment par ses filiales des pays neutres, les auteurs de ces documents citent le fait qu'il a reçu la médaille américaine du mérite, la légion d'honneur et qu'il est enterré au cimetière national d'Arlington. Sans rire...

(2) Un autre memorandum d'I.T.T., du même ordre, avait été publié dans *Tribune socialiste* du 17 octobre 1973.

(3) Le directeur du F.M.I., le Suisse Pierre-Paul Schweitzer, a dû en conséquence faire face à une vigoureuse opposition des Etats-Unis lors du renouvellement de son mandat l'an dernier. Il a en revanche reçu l'appui du Chili et des autres pays latino-américains.

(4) Ce financement s'est fait par le biais d'un organisme appelé Institut Américain pour le Développement des Syndicats libres, qui a, dit-on, financé Force Ouvrière à ses débuts.

SOLIDARITE

Les mouvements progressistes américains ont du mal à percer le mur du silence et à mobiliser l'opinion américaine pour le Chili. Les comités (locaux ou nationaux) créés jusqu'ici n'ont guère dépassé les frontières du monde universitaire. Organisant projections de films, concerts, débats, ils essaient de recueillir des fonds pour aider les réfugiés et la résistance. Plus importante, mais plus rare, est une initiative comme celle des dockers de San Francisco qui ont décidé de ne plus charger ou décharger de cargo chilien.

Le sénateur Edward Kennedy a fait voter un amendement au budget d'aide à l'étranger, demandant au président Nixon d'intervenir auprès de la junte pour que soient respectés les droits de l'homme et d'organiser l'accueil de réfugiés chiliens aux Etats-Unis. Mais l'application de cette loi dépend entièrement de la présidence et à ce jour, seule une famille de réfugiés a été acceptée aux Etats-Unis ; 32 demandes déposées au consulat de Santiago ont été refusées et 51 sont « en attente ». ■



USA-CHILI

un « Vietnam silencieux »

Ambassadeur du Chili à Pékin jusqu'à la reconnaissance de la junte par Mao, Armando Uribe vient de publier « le livre noir de l'intervention américaine au Chili » (1). Alors qu'il s'apprêtait à présenter cet implacable réquisitoire à la presse, il y a une quinzaine de jours à Paris, il en a été dissuadé par « des gens qui lui veulent du bien »... On imagine qu'ils doivent être légion ceux qui craignent le jugement de l'Histoire. Nombreux, non seulement au Chili et aux Etats-Unis, bien sûr, mais aussi partout où le fascisme et l'impérialisme se nourrissent mutuellement de sang et de pourriture.

Et ce n'est pas dû au hasard si, au moment où Armando Uribe recevait des menaces directes, Régis Debray, lui, se voyait refuser un visa d'entrée aux Etats-Unis. Le premier gendarme du monde a en effet prémuni son territoire — par le biais de sa constitution — contre les aliénés mentaux, les anarchistes et les représentants du « communisme international ». Pas un hasard non plus si Pompidou, saluant son Excellence le nouvel ambassadeur de la junte fasciste, vient d'assurer Pinochet « de sa haute considération ». Tout cela procède après tout, et, pour ainsi dire naturellement, de la même cohérence. (2)

« terra nostra »

Cette même cohérence que démonte et dénonce Armando Uribe dans son « livre noir » en dépassant le seul cas « ITT » pour accuser en entier le système Nixon-Kissinger qui, d'ailleurs était tout à fait de même nature quand il se trouvait « chapeauté » par un Kennedy ou un Johnson. C'est bien ce que montre l'auteur, pour commencer, lorsqu'il rassemble ses souvenirs de diplomate du temps d'Eduardo Frei ou qu'il recense, dans une fresque historique, les innombrables organismes et institutions yankees : le traité interaméricain d'Assistance mutuelle, le pacte d'Aide militaire, le conseil interaméricain de Défense, l'OEA, l'AID, etc. qui ne sont jamais que les couvertures officielles à un tas de relations occultes et autrement plus efficaces. C'est ainsi que sont successivement passées en revue — pour autant que cela puisse se faire de manière exhaustive — les missions militaires chiliennes aux USA et, inversement, les missions US au Chili, soit dans le cadre des réunions périodiques des commandants en chef des différentes armées, soit à l'occasion des opérations « Unitas » (manœuvres conjointes de la Marine américaine avec les flottes des pays latino-américains), soit encore dans le cadre des « liens spéciaux » entre les Etats-Unis et le corps des Carabiniers ou entre les services spéciaux des deux pays...

Cela pour le contrôle plus spécifiquement militaire que se réserve la « tête gouvernante » de l'impérialisme américain, pendant que sa « tête privée » se consacre au contrôle économique. « A elles deux, note Uribe, ces fonctions composent la suprématie politique ». Une telle dépendance est le fruit d'une volonté qui atteint aux USA le niveau d'une discipline scientifique. Exemple que cite l'auteur du Livre noir : « Vers le milieu de 1964 fonctionnait à Michigan State University (l'université du Middle West tristement célèbre pour avoir fourni les premiers experts nord-américains qui allèrent au Vietnam « conseiller » Diem) une unité économique et technique chargée de procéder à des études sur la réforme agraire chilienne et disposant de moyens supérieurs à ceux que n'importe quel centre chilien, public ou privé, consacre à cette question ».

La dépendance économique du Chili avait été considérablement amplifiée dès les années soixante par l'action

démessurée des compagnies multinationales exprimant « la volonté farouche du capital nord-américain de conserver l'Amérique latine comme terra nostra des Etats-Unis ». A cet égard, écrit Uribe, « la Kennecott et l'Anaconda relevaient d'une forme déjà vétuste d'impérialisme, tandis que l'ITT, dédaignant comme archaïques ces activités capitalistes centrées sur l'exploitation des matières premières, représentait au Chili le fer de lance du nouvel impérialisme ». Précision qui donne la mesure de l'enjeu si l'on rappelle, comme aimait à le faire Allende, que les bénéfices retirés au Chili par l'Anaconda et la Kennecott équivalent, au minimum, à tout le capital social du pays depuis qu'il existe, c'est-à-dire depuis 1541. « Ces deux sociétés, commente Armando Uribe, ont ainsi extorqué un Chili entier au Chili, — un Chili que les Chiliens ont perdu à tout jamais. Ce pays, par la faute de l'impérialisme est aujourd'hui la moitié de ce qu'il aurait dû être... »

L'ancien ambassadeur chilien s'attarde ensuite aux différentes formes de l'intervention politique des Etats-Unis : recours aux sciences sociales pour « espionner tout un peuple » à l'aide d'agences nord-américaines, d'hommes d'affaires, d'associations « sans but lucratif », de « Peace Corps » ; ou par la « formation » d'universitaires, etc.

Uribe évoque alors le projet de « plan Camelot » mis sur pied par le département américain de la Défense et destiné à étudier et à mesurer le potentiel subversif des différentes couches sociales d'un pays en voie de développement.

Ce plan, qui a bénéficié « des plus importants subsides ayant jamais servi à financer une enquête dans toute l'histoire des sciences sociales » devait être appliqué au Chili en 1965, mais il fut dénoncé sous forme de scandale à la suite des révélations du secrétaire général de l'Université de l'époque. N'empêche, l'essentiel en fut appliqué, simplement avec une discrétion accrue.

Ainsi, furent « sondés » de nombreux généraux et officiers de l'armée chilienne à qui on demanda de se prononcer sur ce genre d'opinion : « Dans un pays qui requiert et qui a entrepris un changement économique et social rapide, la démocratie est souvent un luxe qu'on ne peut se permettre, car elle n'est pas suffisamment forte pour atteindre les buts requis par cette transformation »... Le tout assorti de nombreuses questions sur la position politique de l'interrogé. On mesure l'importance d'une telle enquête (la notion d'investissement convient tout à fait en l'occurrence) quand on sait que les officiers interrogés alors étaient pour la plupart devenus colonels ou généraux au moment du putsch de 1973.

le blocus invisible

Uribe parle ensuite de la première tentative de coup d'Etat effectué par le général Viaux (en 1969) et à qui le gouvernement américain (comme le signalent les documents de l'ITT) commanda un autre putsch « préventif » contre Allende, en octobre 1970. Projet qui fut finalement annulé, la situation n'étant pas jugée mûre... On avait alors cependant pu remarquer l'activité d'Augustin Edwards, magnat de la chaîne de journaux du « Mercurio », auprès des milieux politico-économiques de Washington (il déjeuna même avec Nixon). Mais on le vit surtout en compagnie du capitaine Arturo Troncoso, celui-là même qui, le 11 septembre, donna le signal du putsch en déclenchant le soulèvement de la marine à Valparaiso ; il dirigea ensuite une répression dans toute la province, qu'il contrôla à présent.

On ne peut s'étendre ici sur tous les faits que rapporte Armando Uribe dans ce terrible acte d'accusation contre les USA que constitue le « livre noir » —

notamment à partir de l'élection de Salvador Allende. Partout — ou presque — on retrouve la patte de Kissinger (cet aigle déguisé en colombe au détour d'un prix Nobel) — et, bien sûr, celle de Nixon. Dans leur conception commune du « conflit mondial entre l'Union Soviétique et les Etats-Unis », le sinistre couple Richard-Henry attendait, comme dit Uribe, que « la catastrophe chilienne, le coup d'Etat, la guerre civile, le fascisme (...) surviennent à leur heure, lorsque cela deviendrait nécessaire aux desseins globaux de la politique nord-américaine ».

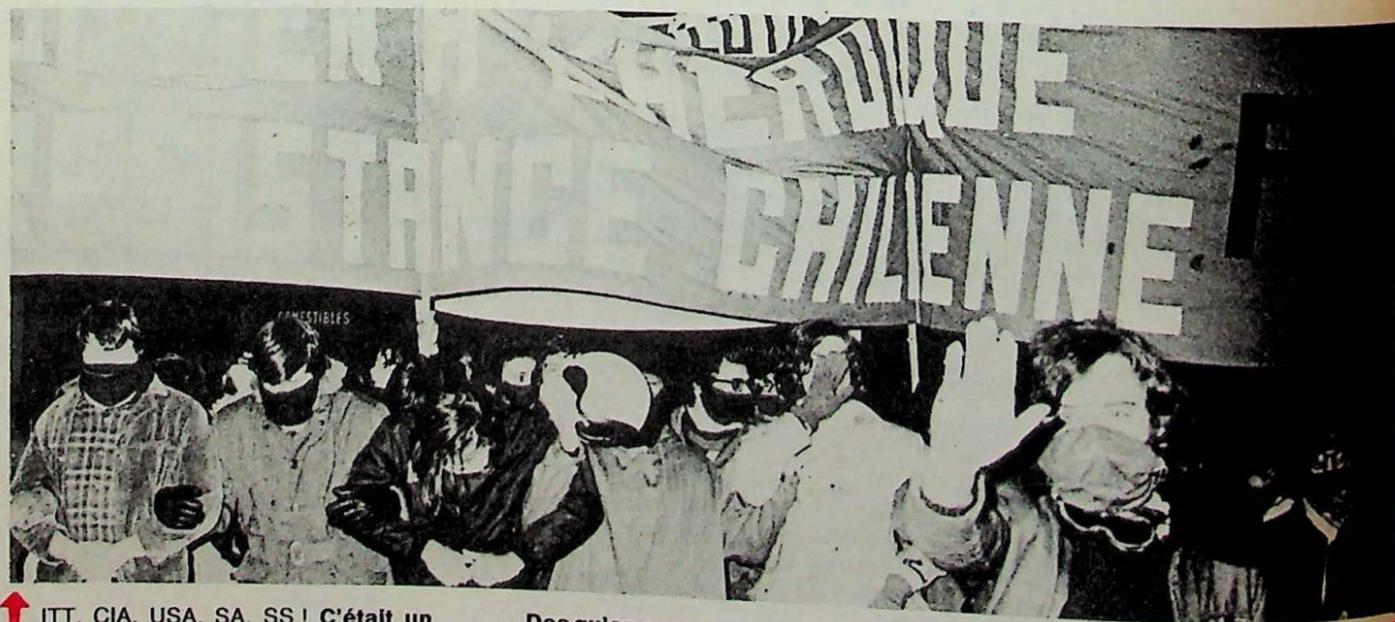
Le « blocus invisible » fut fermement appliqué, assorti de mesures de répressions adéquates qui menèrent à la grande répétition d'octobre 72. Le Chili, ce fut bien, selon l'image de Neruda, « un Vietnam silencieux ». Qu'on n'y voit pas seulement la trace de l'ITT ou de la CIA (en l'occurrence il s'agissait bel et bien du Pentagone et de la DIA (Defense Intelligence Agency) sous le prétexte que ces deux succursales de l'impérialisme yankee ont fait l'objet de révélations tapageuses — sinon orchestrées. Car, ainsi que le relève très justement Uribe, dès après ces révélations, « le gouvernement US a voulu se rendre publiquement responsable de ces actes, révélant ainsi délibérément que la position du Chili est à ses yeux inacceptable et que la politique nord-américaine vis-à-vis du gouvernement de l'UP est désormais définie et définitive ». « La véritable conjuration » contre le Chili, ajoute-t-il, ne tient pas tant au complot de l'ITT révélé à Washington, qu'à l'existence délibérée de telles révélations, à sa volonté que cela soit connu.

Il n'en reste pas moins qu'une fois dénoncée cette intervention américaine, on n'a pas encore forgé la clé du drame chilien. On n'a pas, en effet, répondu à la question « pourquoi les yankees ont-ils finalement réussi leur coup contre le Chili ? » ou encore « pourquoi un Pinochet peut-il délibérément assassiner le Chili populaire ? » Sans doute cela ne peut-il être parce que le peuple — au Chili comme ailleurs — est un éternel condamné à mort.

Gérard NOREL ■

(1) Editions du Seuil — en vente à la librairie Syros (23 F).

(2) Le Club de Paris (créanciers du Chili) vient de se réunir par trahison, sous les auspices de Giscard d'Estaing. Comme il fallait s'y attendre, la délégation chilienne a eu toutes raisons d'être satisfaite de cette réunion au cours de laquelle la junte s'est engagée à indemniser les sociétés cuprifères nord-américaines (en particulier la Kennecott) nationalisées en juillet 1971 par le gouvernement Allende.



ITT, CIA, USA, SA, SS ! C'était un des slogans que nous criions avec des milliers d'autres, vendredi 22 février, pour accueillir l'ambassadeur de Pinochet. Le déploiement policier était à la hauteur des sympathies que nourrissent Pompidou et la majorité pour les bourreaux du Chili : toute la presse a souligné qu'on n'avait jamais vu ça... Des arrondissements entiers de Paris bouclés. Paris en gris-bleu, Paris en bleu nuit. La provocation « hénarisme ».

Des qu'on a pas vu, par contre, ce sont le PC, le PS, la CGT... etc. Ils sont partis, les timides, le plus loin possible et n'ont même pas voulu emprunter le parcours (autorisé) jusqu'à Montparnasse. Merci pour le Chili, camarades !

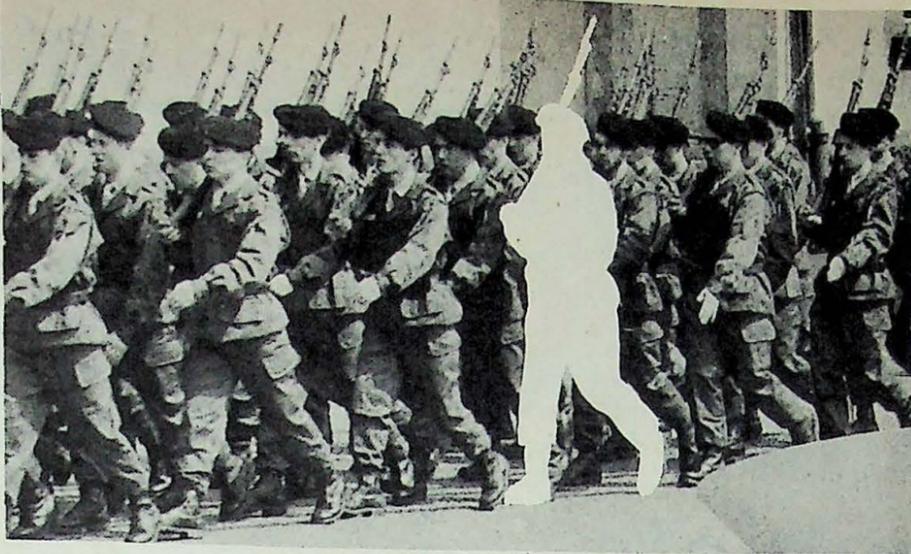
Quant à nous, qui fermions la manifestation derrière le Comité Chili, nous avons dispersé au moment où des affrontements très violents se déroulaient à la hauteur de Vavin. Les flics n'y allaient pas de

main morte : pas d'économie sur les grenades... Comme ils avaient bouclé toutes les rues, on a beaucoup couru... Et certains d'entre nous ont été « ramassés » dont Jean Le Garrec, notre secrétaire national adjoint.

N'empêche : le señor Villareal aura probablement compris que les Parisiens ne tiennent pas à ce qu'il s'éternise ici. Ici, on n'aime pas les assassins. Sauf à l'Elysée, semble-t-il. D.L.

la revue

de presse du déserteur



leur interdire ? Quand on prend la mesure du problème, on constate qu'il faut monter une police de circulation considérable, organiser des ravitaillements en carburants, des centres de dépannage et d'enlèvement de véhicules, des gîtes d'étape, des centres de secours sanitaires, etc. Or, il est parfaitement vain d'espérer compter sur la circulation routière militaire, déjà à peine suffisante pour les mouvements militaires, non plus que sur la gendarmerie départementale dont la tâche prioritaire sera alors le renseignement, ni sur la gendarmerie mobile, la police, les compagnies républicaines de sécurité, qui doivent être réservées pour le maintien de l'ordre urbain. Pour faire face à une telle tâche, c'est toute une organisation, bien hiérarchisée, dûment équipée et instruite qu'il faut mettre sur pied. Cela incombe à la défense civile ». (Général d'Armée B. Usineau — Défense Civile et stratégie de dissuasion. Revue de Défense Nationale).

On ne lit pas assez la littérature militaire. C'est ce qui ressort de cette « revue de presse » à laquelle s'est livré patiemment Bernard Remy, qui veut se servir de sa situation de « déserteur public » pour alerter l'opinion, lancer le débat le plus large sur l'Armée et ce qui se prépare en douce, dans le dos des Français.

le métier des armes

Lui en laissera-t-on le temps ? Rien n'est moins sûr. Mais il importe que ce débat ait lieu, et qu'il passe aussi à l'intérieur de l'armée. Il est du rôle et des responsabilités d'un parti politique comme le PSU de faire en sorte que ce soit possible.

Comme il est de son rôle et de ses responsabilités d'interpeller publiquement ceux qui, au nom d'un certain idéal, ont choisi de faire « le métier des armes ». De leur demander quel type de communauté ils ont choisi de servir et de défendre, s'il s'agit bien d'une communauté qui s'appelle la France et dont les habitants s'appellent les Français. Et s'ils entendent défendre cette communauté en lui laissant le libre choix de son destin politique, fût-il socialiste.

Bernard LANGLOIS ■

En invitant les journalistes à une conférence de presse, Bernard Remy, militant du PSU, déserteur de la base aérienne de Rochefort, a franchi une nouvelle étape dans la démarche qu'il a choisi de mener contre l'armée du capital : de « déserteur clandestin » qu'il était jusqu'à maintenant, il devient « déserteur public ». Avec la ferme intention de contribuer — tant qu'on lui en laissera la possibilité — à développer le débat public qui commence à peine à s'engager sur l'armée.

aux conséquences, qui résultent du caractère terrifiant de la seule menace dès que celle-ci apparaît, c'est-à-dire dès les premières manifestations comment ils seront exécutés. Com-d'une intention d'emploi de l'arme nucléaire à l'origine d'un conflit (...). La peur donnera naissance à une panique dans une proportion plus ou moins grand, susceptible cependant par contagion et affolement de prendre une ampleur redoutable. Au sein de la peur et de la panique et à leur faveur même, s'élèveront les voix du refus (...). Pour peu que l'ennemi l'ait prévu, et en même temps que de petits commandos parachutés ou débarqués viendront agir contre les points sensibles d'intérêt militaire ou d'intérêt général, des chefs se lèveront, s'ils ne sont pas déjà en place, pour manipuler cette armée éparse du refus et tenter avec elle, par tous les moyens, de briser la volonté nationale de défense : fausses nouvelles, propagande, sabotage, émeutes... ».

« Il faudrait donc que notre système de dissuasion eût prévu dès le temps de paix, la mise en œuvre des organisations et des moyens nécessaires pour qu'un agresseur éventuel n'eût plus de motifs de faire un tel calcul... Avec quels moyens sera réalisée la police des mouvements spontanés qui risquent de mettre en branle des centaines de milliers d'hommes, en dépit d'ordres dont on ne sait trop d'ailleurs comment ils seront donnés, et surtout ment seront endigués ces flots de réfugiés plus ou moins désorientés hors des itinéraires et des zones qu'on veut

doit être permanente et globale (...) en raison de l'évolution des formes de guerre qui, de classiques peuvent devenir subversives ou nucléaires, mais peuvent se situer aussi sur un plan économique ou politique ».

Ou du lieutenant-colonel Jean, qui écrit dans la revue Forces Armées Françaises de juin 73 : « L'importance accordée aux renseignements n'a cessé de croître au fur et à mesure que les progrès techniques, contractant l'espace et le temps, créaient une véritable interdépendance de tout avec tout (...). La recherche du renseignement s'étend ainsi à tous les domaines : politique, militaire, économique, scientifique, technique. Elle intéresse toutes les branches du savoir et de l'activité des hommes, car le renseignement — c'est-à-dire la connaissance préalable — est la clef de toute décision... ».

On peut multiplier les citations de ce genre — et c'est ce que fait Bernard Remy dans le document qu'il a remis à la presse. La conclusion logique de ces propos est, comme le demande le général Beauvallet, qu'il faut accroître les pouvoirs du Secrétariat Général de la Défense Nationale, puisque, comme il l'explique, « la menace la plus immédiatement dangereuse réside dans tout ce qui met en cause la cohésion du pays, alors que la guerre nucléaire reste la plus fondamentalement dangereuse mais d'une probabilité faible ».

bergers galonnés

Mais pour être d'une « probabilité faible », le spectre de la guerre nucléaire n'en sert pas moins d'argument à tous nos penseurs militaires pour réclamer le droit à un encadrement permanent des populations civiles. Pourquoi ? Parce qu'au cas où cette menace de guerre nucléaire prendrait brusquement de la consistance — dans un cas de grave tension internationale par exemple — il se produirait inmanquablement chez tous ces civils irresponsables des réactions de panique dont l'ennemi ne manquerait pas de profiter. Tous ces moutons fous ne doivent pas être laissés à eux-mêmes, n'est-ce pas ? Ils auront besoin de la houlette attentionnée de leurs bergers galonnés. Et pour cela, c'est dès le temps de paix qu'il faut mettre en place le dispositif. Faut-il vous faire un dessin ? En tout cas, voici des citations à l'appui...

« Si le propre de la guerre nucléaire est l'absurdité, celui de la menace nucléaire est la terreur (...). Les théories sont loin de donner leur importance

son propos est simple : en rapprochant un certain nombre de déclarations publiques de généraux ou de personnalités officielles — à commencer par le ministre des armées lui-même ; en regroupant un certain nombre d'informations qui ont filtré ces derniers mois sur la nature des expérimentations et exercices en cours à l'intérieur, ou autour, de l'armée, il démontre qu'est en train de se dérouler, à l'insu des citoyens — et en marge de la

pour cause de travaux

Un débat sur l'armée, pourquoi faire ? Ces gens-là, de toutes façons, n'ont-ils pas déjà tous les fils en mains ? Pas si sûr. On en est encore au stade expérimental, et dans un régime qui se veut démocratique, on est bien obligé de temps en temps de tenir compte de l'opinion publique, et de reculer, ou différer, certaines applications des théories décrites plus haut.

Exemple : Cormeilles-en-Parisis. On vous avait raconté (TS 607) comment se préparait, dans cette petite ville du Val d'Oise, une rencontre d'officiers de réserve avec manœuvres de combats de rues contre l'ennemi intérieur. Malheureusement la nouvelle a filtré, on en a parlé dans la presse, la fédération PSU du Val d'Oise a écrit au colonel commandant du 76 e RIMA pour l'aider dans l'organisation de sa petite fête en dépêchant sur place les militants du PSU. Bref, ça devenait trop voyant.

Alors, les braves réservistes ont reçu une note, n° 171, datée du 13 février, à en-tête du Commandement de la place de Paris. Qui leur explique que « la présentation de l'exercice de combat en zone urbaine par le 76 e RIMA, qui était prévue pour le 23 février, est reportée à une date ultérieure, en raison des travaux de réfection du fort de Cormeilles-en-Parisis, qui ont commencé plus tôt que prévu ».

Sans commentaires.

loi — un processus de détournement de l'outil militaire à des fins d'intervention directe dans le vie politique du pays.

D'abord, en mettant en lumière la notion de « menace globale », telle qu'elle ressort, par exemple, de récentes déclarations du Général Beauvallet : « Nous envisageons la menace dans un sens global, pas seulement militaire, mais diplomatique économique, scientifique, intérieure, culturelle même... » (Revue de Défense Nationale août-sept. 73).

Ou encore des déclarations d'Achille Fould, secrétaire d'Etat, aux élèves-officiers de Saint-Cyr : « La défense

BON à RETOURNER A
LIBAIR - 17 rue de Turbigo
75002 Paris, Tél - 231.97.94
Corr. A 669

NOM
Prénom
Rue
Ville

Je désire recevoir
votre documentation

pâques 74

ALBANIE
Séjour touristique
à DURRES
sur la côte Adriatique.....1350F
(excursions et visites)

YOUgosLAVIE
1 semaine à l'hôtel
à l'île de KRK 630F
(par avion)

EQUITATION
Haute - Provence..... 390F

MAISON FAMILIALE
dans les Vosges
prix journée entre..... 23 et 31F
selon le quotient familial

VACANCES VOYAGES LOISIRS

LIBAIR

La Révolution culturelle ?
Le débat sur Confucius ?
La lutte anti-révisionniste ?
Le combat anti-impérialiste ?
La dictature du prolétariat ?

EN CHINE ?

Toutes les réponses
dans les livres et revues
de Pékin

Librairie LE PHENIX
72 Bld de Sébastopol
PARIS 3ème

TEP
direction qui reforme le théâtre national

du 22 février au 24 mars
LE CAVALIER SEUL.
AUDIBERTI

Par la Compagnie du Cothurne
Mise en scène : Marcel Maréchal
17 rue malte-brun - Paris 20e
m° gambetta - tél. 636.79.09

la peau d'un anarchiste



Sale affaire, ce « cas Marini »... Troublante et sale affaire, sur fond de magouille et de fascisme montant, qui s'inscrit bien dans cet « imbroglio » politique italien analysé par Borel il y a quelques semaines et qu'évoquait Lenègre dans le dernier numéro de T.S.

Cela commence le 28 septembre 1970 : cinq anarchistes trouvent la mort dans un « accident de la route » pour le moins curieux... Ces militants, témoins importants du procès Valpreda, rentraient à Rome avec les résultats (textes, photos, adresses) de leur enquête sur l'attentat fasciste de Gioia Tauro qui fit en juillet de la même année 6 morts et 139 blessés, dans le train Rome-Sud. Ils avaient également réuni des éléments abondants sur les menées d'extrême-droite, lors des émeutes de Reggio de Calabre.

A proximité d'une villa appartenant au prince Valerio Borghese, leader du « Front national » italien, ils heurtent de plein fouet un camion qui roulait tous feux éteints. Le chauffeur du camion, indemne, qui s'avère être un militant fasciste de Salerne, dans la région de Naples, ne sera pas inquiété. Les cinq passagers perdent la vie ; on retrouve trois d'entre eux en dehors de la voiture, le crâne fracassé. Mais plus de trace des documents ni de l'argent des libertaires assassinés... Sur cette histoire, un homme peut — encore — témoigner,

qui depuis longtemps était en contact avec les victimes : Giovanni Marini.

Durant les mois qui suivirent, Marini, qui vit à Salerne, devient l'objet de menaces et de provocations continuelles. Par deux fois, il est tabassé en rentrant chez lui, au point qu'il quitte la ville quelques jours. A son retour, il alerte la presse. Le stratagème aboutit à l'agression de l'été 1972, au cours de laquelle il ne fait que se défendre.

Voici comment le « Monde libertaire », organe de la Fédération anarchiste française, rapporte les faits... « Le 7 juillet 1972, à Salerne, les anarchistes Marini et Mastrogianni, après avoir été plusieurs fois provoqués, sont agressés par une bande de fascistes armés. Mastrogianni jeté à terre et poignardé à la jambe par les fascistes Alfinito et Falvella, est secouru par Giovanni Marini. Dans la rixe, Marini blesse mortellement Falvella, dirigeant local du Mouvement Social Italien (MSI). La police arrête aussitôt les anarchistes et les fascistes qui ne se sont pas éloignés. Malgré de nom-

breux témoignages en faveur de nos camarades agressés, les émules de Mussolini sont aussitôt relâchés »...

Depuis 19 mois, attendant son jugement, Marini a été changé 14 fois de prison, où il connaît les conditions d'incarcération les plus dégradantes. Dans la plus totale illégalité, on multiplie les obstacles pour l'empêcher de communiquer avec ses camarades et sa famille. Il semble même qu'on ait voulu en finir avec lui en août dernier à Caltamissetta. Sa mère, sans nouvelles depuis un mois, parvient au bout de mille difficultés à le voir quelques instants ; elle est bouleversée : « Giovanni est méconnaissable, couvert d'ecchymoses et de blessures, les yeux tuméfiés, il est à demi aveugle, résultat d'un mois de mitard, isolé, sans air et sans lumière... »

Ses camarades obtiendront une visite médicale, après laquelle son avocat

portera plainte. Depuis octobre, Marini a été transféré à Salerne, puis à Potenza... et de nouveau au secret.

Marini, révolutionnaire anti-autoritaire, a continué son combat, comme en témoignent ses rares messages, au cœur-même des prisons, pour l'abolition en milieu pénitentiaire du code fasciste (toujours en vigueur) et la prise de conscience politique des « droits communs ».

Son procès vient de s'ouvrir et doit durer deux semaines. La peau d'un anarchiste ne vaut jamais cher ; en Italie moins qu'ailleurs... A l'appel des libertaires italiens, la Fédération Anarchiste tente difficilement de percer en France le mur d'indifférence ou d'hostilité de la grande presse, afin d'empêcher l'utilisation de méthodes très « expéditives ». Le PSU qui a été contacté se déclare solidaire.

R. L. ■

PUIG ANTICH ASSASSINÉ !



L'horrible incertitude s'est éteinte ; une certitude non moins horrible : Puig Antich a été exécuté — assassiné — samedi matin. Rien n'y a donc fait. Des actions de solidarité, nombreuses et diverses, avaient pourtant eu lieu un peu partout. A Montpellier, par exemple (notre photo), les militants du PSU ont manifesté dans la rue le mercredi 27 février. Six d'entre eux se sont enchaînés aux grilles de la Préfecture, pendant qu'une quinzaine d'autres distribuait des tracts aux passants expliquant le sens de cette action, et notamment les raisons du choix de la Préfecture, symbole de la collaboration franco-espagnole en matière de répression. Le tract exigeait aussi l'intervention du gouvernement Français en faveur de Puig Antich. Rien n'y a fait.

en bref

● Celui que les journalistes distingués appellent LE « LION DE JUDA » et ce que nous jugeons être un tyranneau ni plus ni moins réactionnaire que nombre de ses collègues, à savoir Haïlé Sélassié, empereur d'Ethiopie, avait répondu la semaine dernière à la contestation de plus en plus violente et générale de son régime retardataire par les armes : l'armée Ethio-pienne avait tiré sur la foule, dans la capitale. Il avait beau cacher à l'opinion mondiale la famine qui sévissait dans le pays, empêcher les journalistes d'approcher de la zone des combats avec les combattants du Front de libération de l'Érythrée — qui lutte pour la libération nationale —, renverser le cours de sa politique extérieure (rupture avec Israël, rapprochement avec la Chine, les pays Arabes et l'Europe de l'Est), interdire toute opposition, son peuple n'était pas content et tenait à le lui faire savoir. Cette semaine, ses ennuis ont continué. La mutinerie de l'armée, née justement en Erythrée, a abouti à un changement de gouvernement et à des promesses de réformes. Le Négus s'accroche toujours au pouvoir, qu'il détient depuis 1916... Mais, pour combien de temps, désormais ? En Erythrée, dans les campagnes, les facultés, les lycées, l'Histoire avance. Elle le laissera sur place.

● Dans le même style — un style sanglant — LE SHAH D'IRAN vient à nouveau de liquider 8 opposants politiques. Procès truqué, tortures, exécutions : c'est le fleuron de la « démocratie occidentale » au Moyen-Orient. Le relais le plus zélé de l'impérialisme américain (entre autres) dans cette région du monde. Mille et une nuits, mille et un crimes. C'est moins intéressant que la rivalité Farah-Soraya ? Peut-être, mais c'est la vérité.

● LE SHAH D'IRAN, encore lui, en marge de la conférence de Lahore (conférence islamique groupant tous les Etats musulmans) a voulu contrer la proposition du colonel Khadafi visant à baisser le prix du brut pétrolier pour les pays du Tiers Monde. Il a indiqué sa préférence pour « un prix égal pour tous » (ben voyons) assorti d'une aide financière aux plus pauvres (ben pardi !). On voit pointer le bout de l'oreille, grosse comme une maison : comment mieux asseoir sa domination sur les pays moins riches ? Et comme — suivez mon regard — l'Iran est sous la dépendance directe des USA — des gens méchants pourraient parler de « sous impérialisme ». Sous-impérialisme ? Il y a du vrai dans ce que vous dites. N'empêche : il ne manque pas d'air le Shah d'Iran ! C'est aussi notre avis. Un meeting se prépare (Iran-Golfe Arabique) dans la semaine du 11 au 17 mars.

● LA MEME CONFERENCE DE LAHORE aura donné lieu à un autre événement important : la reconnaissance par le Pakistan du Bengla Desh et la réconciliation apparente des frères ennemis. Le chemin parcouru peut en effet apparaître considérable : une forme de stabilisation de la situation politique et militaire dans la région se fait jour. L'influence des deux grands, dont on savait grosso modo qu'ils étaient présents derrière le dos des anciens adversaires, a sans doute joué très fortement pour permettre le rapprochement. Le « statu quo » est une stratégie mondiale, décidément. Quel que soit l'aspect positif du tournant intervenu, la situation économique et sociale, tant au Pakistan qu'au Bengla Desh, demeure très explosive : inégalités effarantes, reconstruction difficile,

répression des opposants. L'avenir se chargera probablement de prouver que l'unité des Musulmans n'est pas tout lorsqu'elle se perpétue les luttes de classe.

● A un tournant de la lutte de classes, nos camarades Palestiniens le sont sûrement. Le COMITE NATIONAL PALESTINIEN, qui regroupe la Résistance, continue ses travaux cette semaine après le retour de Lahore de Yasser Arafat. Ce dernier revient de Lahore avec un nouveau succès diplomatique en poche : la reconnaissance de l'OLP comme représentant légal et unique du peuple Palestinien. La Jordanie elle-même l'a accepté tacitement. Compte tenu des rapports de force actuels et des tentations de liquider la résistance manifestées par certains, l'OLP pense devoir accepter le principe d'un Etat palestinien et souhaite que le Comité national appuie ce choix. Malgré l'opposition du FPLP, qui refuse la création de ce qu'il appelle un « état crouillon » palestinien, Yasser Arafat et ses camarades imposeront probablement leur point de vue, qui permettra de marquer une étape favorable dans le rapport de forces, « sans renoncer aux droits imprescriptibles des Palestiniens ». D'ores et déjà le Fath, la Saïka, et le FDPLP de Nawath Awatmeh, se sont prononcés en faveur de la solution prônée par Arafat. Et qui nous paraît « réaliste et révolutionnaire ».

● ARAFAT-KISSINGER : Les antipodes, à tous points de vue. Le dernier nommé continue son numéro d'illusionniste, qui consiste à mettre en place, par-

tout, la domination des Etats-Unis : la « communauté panaméricaine » qu'il a célébrée à la rencontre de Mexico avec tous les Etats du continent sud-américain, n'est rien d'autre qu'une version plus « poétique » du joug que fait peser l'impérialisme US dans cette zone ; et les chefs d'Etat présents se sont déclarés très honorés qu'on ait bien voulu les écouter, sinon les entendre. Activement soutenu par ses alliés « privilégiés » (tous les régimes les plus réactionnaires, en particulier le Brésil), M. Kissinger a clairement signifié, en mettant beaucoup d'huile à sourire dans les rouages, notamment vis à vis du Mexique, que le continent avait été, était et serait dans l'orbite de la Maison Blanche. Il n'a pas eu besoin de parler du Chili. Chacun, sans doute y pensait. M. Kissinger peut être content. La leçon a porté. Le téléphone arabe, là bas, s'appelle ITT...

● Enfin, en Grande-Bretagne LA DEFAITE DE HEATH (296 sièges), vient de sanctionner son obstination bornée contre les mineurs. Mais, en face, Wilson n'est que moralement vainqueur (301 sièges). Le futur premier ministre aura moins de libéraux (14) et de divers (23) pour tenter de gouverner. Du coup Heath et Wilson exigent chacun de devenir premier ministre. La situation serait cocasse, si elle n'accusait pas brutalement la faillite d'un système et si les échéances n'étaient pas aussi cruciales pour l'Angleterre (crise sociale, crise économique, Europe). La situation est bloquée. Nous y reviendrons dans un prochain TS. Les mineurs, eux, ont le moral. Leur lutte continue. On a bien l'impression qu'ils ont gagné.

D.L. ■

● SAVIEM-CAEN : un test ?



Depuis le 21 février, les travailleurs de la SAVIEM, près de Caen, sont engagés dans un nouveau conflit dur, suite à la mesure de lock-out décidée par la direction. Un conflit à suivre de près : les gars de la Saviem ont de solides traditions de luttes. Et la nouvelle épreuve de force dans laquelle ils sont engagés aujourd'hui pourrait bien avoir valeur de test.

L'usine de montage et d'usinage de poids lourds SAVIEM-BLAINVILLE (près de Caen) fait partie d'un groupe comprenant 4 établissements en France : Suresnes, Annonay, Limoges et Blainville. La Régie Renault détient 97 % des actions de la SAVIEM, qui est en fait sa filiale poids lourds.

Blainville emploie 6 800 travailleurs, soit la moitié du personnel du groupe. La grande majorité de ces travailleurs sont jeunes et viennent de la campagne (jusqu'à 100 km autour de Caen). C'est avec la S.M.N. (Société Métallurgique de Normandie) la plus grosse entreprise de la région caennaise.

Malgré le fait que cette entreprise soit jeune, ses traditions de luttes

ouvrières sont fortes. Rappelons-nous :

— le conflit de janvier-février 68 et les affrontements avec les C.R.S., annonceurs des événements de mai ;

— l'affaire Guy Robert, militant CFDT licencié pendant son service militaire et réintégré après 2 ans de luttes et de campagne interconfédérale CGT-CFDT sur la répression ;

— le conflit portant déjà, pendant tout le mois d'avril 1973, sur des augmentations uniformes.

Cette tradition est en particulier due à une CFDT forte et combative dans la région (la seule avec l'Alsace où elle équilibre la CGT).

La représentation syndicale aujourd'hui dans l'entreprise est à peu près équivalente entre la CGT et la CFDT aux élections professionnelles. La CFDT qui avant 68 faisait 55 % des voix était tombée à 35 % après les luttes dures de début 1968.

En décembre dernier, dans le contexte d'une situation économique que patronat et gouvernement noircissent à dessein, les « négociations » habituelles sur les salaires à la SAVIEM ont été l'occasion d'une confrontation « autour de la table ». Les revendications des travailleurs portaient en particulier sur une augmentation uniforme pour tous, soutenue par un vote à près de 70 % du personnel de la SAVIEM Blainville. Elles ont été repoussées par la Direction.

le conflit aujourd'hui

La confrontation a pris maintenant d'autres formes : pour se faire entendre, les travailleurs du secteur

mécanique (2 000 travailleurs) se sont mis en grève tournante, réduisant la production à un minimum. Leurs revendications sont :

— 100 F d'augmentation pour tous ;

— pas de salaires inférieurs à 1 650 F ;

— révision des classifications (en particulier passage OP 1 pour les OS)

La Direction répond par une réduction de l'horaire à 5 h 00 par jour pour toute l'usine, ceci ne faisant que renforcer la combativité des travailleurs. Le jeudi 21, la direction décide le lock-out antigreve (illégal) : c'est l'épreuve de force.

Le vendredi 22, un meeting réunissait 2 000 travailleurs qui écoutaient les positions des syndicats CGT et CFDT :

— la CFDT préconisant l'occupation de l'usine, ou à défaut des services commerciaux et du magasin de pièces de rechange ;

— la CGT repoussant l'occupation et invitant les travailleurs à rentrer chez eux.

Les travailleurs présents soutiennent en les applaudissant les positions CFDT.

Consciente de la nécessité de l'unité syndicale, la CFDT fait des concessions. Avec d'autres organisations, elle forme un comité de soutien. De son côté, la CGT, qui se méfie des « irresponsables » (!) mène son action de popularisation. Deux actions valent mieux qu'une, l'union faisant la force...

Le 27 février, à 17 h, c'était l'occupation de l'usine décidée par l'ensemble du personnel, suite au vote à bulletin secret. Quelques heures auparavant, la direction prenait pour mesure de mettre le personnel en chômage technique.

Ordre d'expulsion de l'usine vient d'être donné pour mardi 11 heures, avec si nécessaire, intervention des forces de police. La direction a repris les pourparlers avec les syndicats. On reparlera encore de la lutte à la Saviem.

Corresp. ■

CORRESPONDANCES



● **BAILLEUL** : une lutte difficile, qui dure depuis près de trois mois, pour la sauvegarde de l'emploi. Les Ets Bailleul font dans la lingerie masculine et emploient 800 ouvrières réparties dans plusieurs ateliers de la région (Pas-de-Calais). Moyenne d'âge : 20 ans environ. Après deux années bénéficiaires (71, 72) l'usine Bailleul accuse brusquement un déficit, auquel la gestion « particulière » du patron ne semble pas étrangère (on parle d'achats d'appartements, de châteaux, etc). Dépôt de bilan. Depuis, les filles se battent pour garder leur emploi, avec un air de Lip et de Cerizay dans la tête

● **KLAP 68** : le tribunal, dans la sérénité de ses délibérations — et toute agitation autour du mensuel haut-rhinois retombée (TS 605) — a rendu son verdict. 1 500 F d'amende plus 5 000 de dommages et intérêts au sieur Macé, le commissaire de police qualifié de sheriff provocateur (l'honneur d'un commissaire de police est donc d'un prix encore relativement abordable). K. 68 va continuer, bien sûr, à semer le trouble dans le Haut-Rhin. Il est pas défendu de les aider. L'adresse : 68 055 Mulhouse Cedex.

● **ROUEN** : on vous a parlé en son temps de ce café raciste — **Café du Commerce de Rouen** — dont la patronne a eu la mauvaise idée de refuser une bière à un travailleur d'origine malienne. Procès. La patronne est condamnée à 2 000 F d'amende. Comme disent nos camarades de Rouen : « au moment où le Pouvoir laisse se développer d'immenses campagnes racistes et où la police oublie de retrouver les auteurs de crimes racistes, on se refait une virginité en condamnant à 2 000 F d'amende une patronne de café raciste. C'est si facile ».

● **CAVAILLON** : plus facile que de savoir la vérité sur le racisme, lorsqu'on a comme seule lecture « Le Méridional » ou « Le Provençal ». Ces deux

journaux ont raconté les incidents graves qui se sont déroulés à Cavaillon (Vaucluse) le 11 février : « **Plusieurs Nord-Africains, armés de manche d'outils, de couteaux et de bâtons, se sont attaqués aux motos, cyclomoteurs et automobiles garés devant le café et appartenant à des jeunes gens de la localité qui consommaient à l'intérieur. Ceux-ci seraient alors sortis et auraient été pris à partie par les Nord-Africains** ».

Curieusement d'ailleurs, les seuls blessés de cette affaire sont ces salauds de Nord-Africains. Dont un, au moment de cette sauvage agression contre de paisibles consommateurs, avait déjà la jambe dans le plâtre ! Reculent devant rien, les journalistes de Cavaillon : à moins que ce ne soient les gardarmes, dont on murmure qu'ils ont eux-même rédigé « l'article » (sur deux doigts).

En tout cas, un certain nombre de gens de Cavaillon, qui ne prennent pas le *Méridional* pour l'Evangile, viennent de constituer une ASTI (**Association de Soutien aux Travailleurs Immigrés**). Le PSU est dans le coup. Se renseigner sur place.

● **CHALON** : deux mots, tant qu'on y est, de la situation des immigrés en Saône-et-Loire. Trois foyers (Mâcon, Chalon, Montceau-les-Mines), tous les trois gérés par une même association (loi 1901). Conditions aussi déplorables que partout ailleurs. L'ASTI locale tente, depuis plusieurs années, de mettre son nez dans les comptes de gestion de ladite association. Sans résultat. Elle vient d'envoyer une pétition à M. le Préfet. Alors, M. le Préfet, on se les regarde ensemble, ces comptes ?

● **ÇA VOLE BAS** : les récentes décisions du gouvernement au sujet de Concorde, Airbus et Mercure confirment toutes les appréhensions concernant l'aggravation de la crise frappant l'industrie aéronautique où, vient d'avouer le Ministre Galley, 8 000 travailleurs seraient « en trop ». En fait, c'est là un chiffre bien modeste quand on sait que les déboires de la construction

aéronautique nationale touchent non seulement la SNIAS, mais aussi de nombreuses entreprises de sous-traitance (cf. notre article p. 5).

● **LAVAL** : les 40 travailleurs turcs et pakistanais en grève depuis le 29 janvier (TS 608) ont gagné. Desquenne et Giral ont fini par céder sur l'ensemble de leurs revendications. Nos camarades de la Mayenne, qui ont activement participé au comité de soutien, nous ont envoyé la longue histoire de ces travailleurs et de leur lutte victorieuse. Nous la publierons la semaine prochaine.

● **THOMSON** : la dure grève qui couvre l'ensemble du groupe (constructions électrique et électronique — 18 centres mobilisés) est l'événement depuis 1969, date de fusion Thomson-CSF.

Les revendications : 200 F pour tous, 40 heures sans perte de salaire, 5e semaine de congé.

De l'atelier de dessin de Malakoff, le mouvement a gagné le « cablage prototypes », puis l'ensemble Malakoff, les établissements de la région parisienne, et ceux de province.

Mise en place par l'inter-syndicale CGT-CGDT, d'une plate-forme commune de revendications. Les formes d'actions varient selon les centres : des débrayages de durées diverses, où l'imagination est aussi au pouvoir sous forme de bandes dessinées (les aventures de Rataplan, chien de garde de la direction... la défaite du général Thomson...).

La Direction n'aimant pas cela du tout, sort ses armes pour la chasse aux indiens : lettres recommandées, embauche de vigiles et d'huissiers, cadenasage des portes...

Devant l'inégalité des salaires et les profits du groupe, il y a du pain sur la planche pour les militants. Ceux du PSU sont présents pour populariser la lutte et lézarder un peu l'édifice du pouvoir patronal.

● **CHEZ RATEAU** : ne pas mélangier. Jacques Duclos, sénateur, ayant sollicité de Charbonnel une entrevue pour la CGT et

la CFDT de Rateau (La Courneuve), les délégués CFDT de la boîte se sont rendus le 15 février au Ministère du Développement industriel et scientifique. La délégation CGT était accompagnée de Duclos, Ralitte, député et Chardon, conseiller général. La CFDT a alors demandé que les délégations syndicales soient reçues seules par le représentant du ministre, selon la pratique habituellement en vigueur pour ce genre de rencontre. Devant le refus de la CGT, la CFDT a donc demandé à être reçue indépendamment : « Il ne s'agit pas, précise la CFDT, de nier le rôle joué par les élus (ainsi, dans l'affaire Lip, les élus du Doubs sont intervenus dans le même sens) mais de bien préciser les responsabilités respectives des syndicats et des organisations politiques ».

Les grévistes ne sont pas disposés aux mesures de réduction des effectifs et à accepter le « plan de démantèlement ». Le 4 mars, ils ont décidé, pour le mardi 5, une marche sur Paris. Feront-ils assez de bruit pour que les négociations voient enfin le jour ? ■

flics-ORTF

Il y en a parfois aussi, des coups pour les « gaullistes » à l'ORTF ; ceux qui ne croient pas que Pompidou en soit. La preuve : Dominique Gallet un collaborateur du service des programmes de l'ORTF, qui est aussi secrétaire de la section CFDT du Centre Cognac-Jay, et encore secrétaire politique du Front Progressiste (gaullistes d'opposition) s'est fait expulser sans ménagement d'un couloir de la Maison de la Radio, avec quelques dizaines de ses camarades.

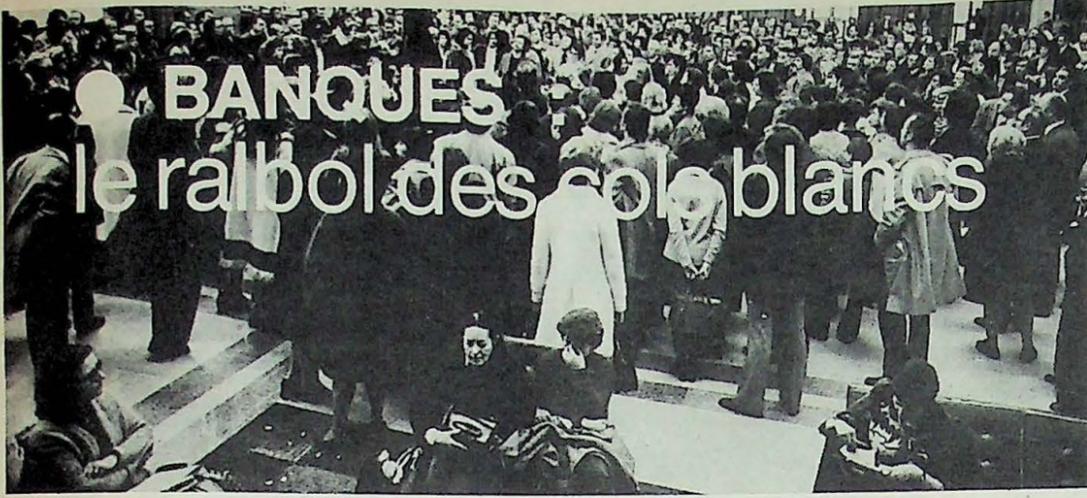
Employé à plein temps mais payé au cachet, il venait d'être « licencié » avec la désinvolture habituelle de l'Office envers des collaborateurs. Les militants de la CFDT, auxquels s'étaient joints des militants d'autres syndicats, voulaient pas leur présence s'assurer que les collaborateurs rémunérés au « cachet » ou à la « pige » ne feraient pas, les premiers, les frais du démantèlement en cours. La preuve a été faite : « descente » des gros bras de la « maison », puis arrivée des sympathiques « gardiens de la paix ». Bilan : trois blessés et une cinquantaine d'interpellations. Les voilà prévenus !

QUOI DE NEUF AUX EDITIONS SYROS ?

- le supplément à Critique Socialiste n° 4 est sorti (4 F)
- la socio-psychanalyse
- Henri Laborit
- gestion et autogestion
- notes de lecture
- PSU-DOC (56157) : sionisme et libération de la Palestine (2 F)

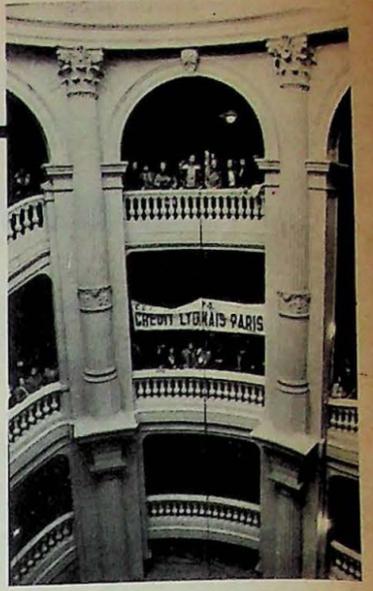
9, rue Borromée Paris 75015
CCP 19 706 28 Paris

front des luttes



Crédit Lyonnais :
quelque chose de pour-
ri...

Banque de France :
...dans le royaume du
fric!



Vous voulez connaître le point de votre compte bancaire ? Ouvrir un compte ? Eh bien, ce sera pour un autre jour... car les employés de ces respectables établissements, citadelles cossues, dressées comme des monuments équestres en pierre de taille, aux façades de fer forgé, ont décidé de passer à l'action. Le « ras le bol des cols blancs » est un phénomène important. Au-delà des revendications matérielles qui l'ont déclenché, le mouvement, de par sa dynamique propre, pourrait bien favoriser la montée d'une prise de conscience politique et ébranler les colonnes du temple...

Dans les luttes menées, c'est la CFDT qui est la plus combative (elle est majoritaire au comité d'entreprise — 15 sièges —). La CGT, elle, s'inquiète de l'ampleur du mouvement, mais ne veut pas être en reste. Surprenantes sont les attitudes de la CGC et de FO (il faut dire que les militants de cette dernière centrale sont, pour bon nombre membres de Lutte Ouvrière). La CFT, qui ne présente rien du tout, a eu le culot de diffuser un tract « **soyez raisonnables** » (la morale... en action !).

sement du crédit et des milliards pour la publicité...

Aux dernières nouvelles, la direction veut reprendre le dialogue... à condition que le personnel évacue les locaux. Chantage inadmissible répondent les grévistes qui sont bien décidés à ne pas céder.

Nos camarades du PSU sont engagés dans la lutte : conscients de l'importance stratégique du système bancaire et de la signification des luttes qui y sont menées. La remise en cause du rôle des banques est indispensable et il faut examiner cette question dès aujourd'hui, le temps est compté !

A la Banque des banques — la Banque de France — le mal a gagné. En effet, depuis le mardi 26 février, c'est parti ! L'abcès formé depuis longtemps, a éclaté. Le mouvement avait démarré à partir d'actions menées par deux catégories de personnel (secrétaires comptables et agents de service sur base de cahiers revendicatifs catégoriels). Aujourd'hui, les agents de service ont bloqué un service stratégique (comptes courants importants, jeux d'écritures de transferts jouant sur des milliards de fonds).

Le personnel, 1 500 personnes — risque de se voir pénalisé pour toute action temporaire du 1/30e de son salaire (décision du gouverneur, M. Olivier Wormser). Et c'est cette atteinte inadmissible au droit de grève qui a conduit à l'accélération des mouvements revendicatifs. Un mouvement qui a même débordé la stratégie des organisations syndicales (80 % d'adhérents : CFTC : 4 000, Syndicat National autonome : 4 000, CGT : 1 000, CFDT : 1 000). Il y a aussi à l'horizon, une réforme complète du refinancement des banques (il suffira alors de former un bureau de 10 personnes autour d'un téléphone) et la création d'une banque centrale à l'anglosaxonne (2 à 3 000 personnes), et la suppression des catégories « **clen-tèle institutionnelle** » (compagnies d'assurances...) et « **directe** » (particuliers).

La Banque centrale occupée (on a voté vendredi 1er, à 85 %, l'occupation pendant le week-end) certains bureaux de Paris et de la couronne en grève partielle, la province s'annonçant pour mardi prochain... Le mouvement est en marche ! Il y a quelque chose de pourri dans le royaume du fric.

F. C. ■

Tout a commencé au Crédit Lyonnais : grèves de durée indéterminée, ou tournantes depuis le 11 février. Les effectifs sont insuffisants dans la plupart des services, les mutations et déplacements de personnel sont incessants — on décentralise, maladie du siècle, les conditions de travail sont contestées.

Au départ, ce sont 200 personnes qui ont démarré le mouvement. Puis la boule de neige a grossi (6 000). Ensuite, la province, à Lyon : la mécanisation croissante inquiète les mécanographes et c'est 800 travailleurs qui occupent le hall de l'agence lyonnaise. A Limeil Brévannes et Rilleux, c'est au tour des

ateliers d'informatique, de la bandoulière et du bureau de lancement qui bloquent toutes opérations.

Au Crédit Lyonnais, on pratique « **la direction par objectifs** », les agences sont enfermées dans des budgets préétablis — pour ne pas dépasser les normes. Et on a voulu donner une image de marque sociale, d'où gonflement du poste « **publicité** » (affiches, concours, bonbons et cigarettes à discrétion pour les clients... c'est ça le marketing !). On veut « **consulter** » et « **discuter** » avec les syndicats (c'est moderne) mais on sanctionne les délégués s'ils dépassent la dose permise. Le respect du droit syndical est au centre des revendications du personnel.



Aux centres St Martin, la Défense, et au Siège, boulevard des Italiens à Paris, sont mis en place des comités de grève. Et les travailleurs font des comptes, bien intéressants (une autre façon de voir la banque) : 21 milliards d'AF dépensés avec Bouygues pour l'aménagement du siège, 11 pour une tour de prestige à la Défense, 7 dus au fisc pour dépas-

● ST. NAZAIRE-TRIGNAC :

la caravane passe

Des travailleurs qui refusent de payer, par la perte de leur emploi, la mauvaise gestion de leur direction. Ça rappelle des souvenirs, non ? Malheureusement, au pays nantais, il semble que le patronat ait, mieux que la gauche, assimilé la leçon de Lip...

Après avoir connu une progression régulière pendant 10 ans, la production passant de 1 700 à 20 000 par an, les caravanes Caravelair construites par la SEMM à Trignac connaissent une crise grave.

Les difficultés du tourisme social l'expliquent en partie : spéculation foncière dans les régions touristiques qui empêchent l'extension des terrains de camping, TVA plus forte que pour l'hôtellerie de luxe, baisse du pouvoir d'achat de nombreux travailleurs, etc.

Mais les erreurs de gestion commises à la SEMM, principalement depuis sa prise en main par Trignano en 1970, sont sans doute plus déterminantes car les caravanes yougoslaves destinées principalement à un public populaire continuent à se vendre.

Trignano a voulu multiplier les modèles, ce qui a entraîné des retards de fabrication et de livraison. Il a confié des travaux délicats à des

sous-traitants incompétents. Il a délégué fait s'imposer les séries à bon marché, etc.

Pendant l'été 73, le Crédit Lyonnais qui a pris le contrôle de l'affaire a évincé Trignano de la direction bien que son groupe conserve une grande partie des actions.

L'Etat est donc le maître du jeu.

Or, selon les bruits qui courent, la SEMM fermerait sous peu, et Trignano relancerait à échelle plus réduite la production des caravanes dans l'Ardèche.

Ce qui est sûr, c'est que la SEMM a déjà renvoyé les 160 intérimaires qu'elle employait encore en janvier ; qu'elle a réduit l'horaire de travail à 32 heures par semaine sans compensation (les syndicats viennent d'obtenir que les travailleurs soient payés pour 37 heures). La fermeture mettrait à la rue 620 salariés de l'entreprise et de nombreux travailleurs de boîtes sous-traitantes, et cela

dans une région où il y a déjà plus de 1 900 demandeurs d'emploi et où les jeunes arrivant en âge de travailler, sont très nombreux chaque année.

Ce qui est sûr aussi, c'est que que le stock de caravanes invendues qui était entreposé à proximité de l'usine a été embarqué avec beaucoup de précipitation (et de casse d'ailleurs), pendant les congés de Noël, pour être disséminé sur différents parcs en France ; que les matières premières sont arrivées au compte goutte fin 73 et qu'il n'en n'arrive plus ; que beaucoup de documents ont quitté l'usine pour une destination inconnue... Le « **trésor de guerre** » a été mis à l'abri.

Comme quoi les patrons de la métallurgie ont mieux pris au sérieux « **Lip la lune** » que certains syndicalistes. Précisons qu'à la SEMM, la CGT nettement majoritaire, à l'initiative des opérations. Très combative, même face aux tentatives d'intégration de Trignano, elle reste cependant sur la défensive. Pour sa part, la CFDT n'a guère fait preuve d'imagination jusqu'à ce jour. Quant au soutien extérieur, il prend un curieux départ : la municipalité communiste de Trignac a pris à la mi-février l'initiative d'un comité de soutien et d'action ouvert d'abord... aux maires des communes ou habitent les travailleurs de la SEMM et ensuite, dans un deuxième temps, aux organisations de gauche, à l'exclusion naturellement des groupes révolutionnaires qui ont pourtant joué un rôle positif chez les intérimaires où ils étaient implantés.

Le PSU participe aux réunions du comité, mais refuse d'être membre du bureau aux côtés de centristes notoires. A titre d'exemple l'un d'eux s'était proposé pour intervenir

personnellement auprès de Guichard, lors d'une remise de décoration, le samedi 23 février, afin qu'il accepte de recevoir les syndicats ; le comité ayant préféré une démarche plus collective, notre Kissinger de chef-lieu de canton, en mal d'élection sénatoriale, s'est alors récusé. Il ne pouvait faire partie d'une délégation, étant déjà l'invité du maire qui recevait la légion d'honneur des mains du Ministre...

Après tout, en tant que maire de La Baule où doivent bien habiter un ou deux ouvriers de la SEMM, le baron Guichard lui-même pourrait faire parti du comité...

Au Joint Français, le comité de soutien avait tout de même une autre allure. Heureusement, les travailleurs de la SEMM sont combattifs. Ils viennent encore de le montrer après la réduction d'horaire. Alors que la municipalité de St Nazaire, socialiste à la Minjot, parle déjà de reclassement, les délégués syndicaux de la SEMM rappellent qu'ils exigent le maintien de l'entreprise. Et puis, il y a la SNIAS de St Nazaire et de Nantes-Bouguenais, d'où la SEMM est issue (d'où le nom Caravelair). Et puis, il y a les Chantiers de l'Atlantique. Les métallos ont débrayé et manifesté nombreux dans les rues de St-Nazaire pour la défense de l'emploi la semaine dernière.

Les gars de la SEMM ont mieux à attendre de ceux de Penhouet que des notables du conseil général, même si depuis les dernières cantonales, la gauche renforcée a amené un peu d'air frais dans la « **chasse gardée des marquis** ».

cinéma 74

MARS * 185

★
ENTRETIEN AVEC
YVES MONTAND

★
DOSSIER AUTEUR
WERNER SCHROETER

★
LE FILM FRANCAIS
AUX U.S.A.

★
**EISENSTEIN
ET LE MONTAGE**

★
**CINEMA ET
ROCK / AND / ROLL**

★
En vente partout : 5 F
ou 6, rue Ordener
Paris 18°

● **DERNIERE MINUTE** : Depuis que ce papier nous est parvenu, la situation s'est brusquement aggravée. La fermeture de la boîte a été confirmée officiellement par la direction. Les travailleurs ont aussitôt riposté en occupant les locaux. A suivre.

Corresp. ■

MUNICIPALES A LOUVIERS :

RENDRE LE POUVOIR AUX CITOYENS

Premier tour des élections municipales ce dimanche 3 mars à Louviers, dans l'Eure. La liste de droite arrive en tête, la liste autogestionnaire en 2ème position devant celle du Programme commun. Une situation un peu particulière, dans le paysage politique français, que décrit ci-dessous Christophe WARGNY.

En 1965, la succession du ménédisisme ouverte, l'union des gauches ne l'emporte qu'in extremis : 14 sièges au second tour contre 13 à la droite au premier. Le docteur Martin devient maire. Continuité, pense-t-on. A Louviers tout va changer.

« Un service public est un service destiné au bien collectif. Or le bien le plus précieux d'une collectivité, sa force vive, est sa puissance d'imagination et son pouvoir créateur. Tous les investissements doivent concourir à renforcer cela et cela d'abord ».

« L'expression culturelle n'est le fait que d'une minorité. Les autres ne sont là que pour admirer. Chacun doit pouvoir s'exprimer, là où il travaille, là où il vit, là où il veut. C'est le rôle de la municipalité que de lui en donner les moyens ».

« La ville n'a pas vocation à développer les profits des entreprises privées, elle prend en charge elle-même une partie de ses réalisations ».

Des idées de départ, l'équipe Martin passe à la pratique. On crée des ateliers d'expression libre pour les enfants, et surtout pour les plus défavorisés, les rejetés du système scolaire. Des emplois municipaux sont créés. Dessin, terre, peinture, danse, théâtre, cinéma, technique audio-visuel, 40 % des jeunes de tous âges peuvent s'exprimer. Tout cela est gratuit.

Gratuite aussi la piscine permanente. Gratuit aussi le musée. Et dépoussiéré, considéré comme un instrument qui donne envie

de créer aussi. Gratuits aussi les transports municipaux pour les enfants et les jeunes qui participent à ces activités socio-éducatives.

Et puis, on crée des jardins publics, sans barrières, sans clôtures. Des secteurs où il n'est pas « interdit de marcher sur le gazon ». Des commissions extra-municipales, un atelier d'urbanisme démarrent. Par ailleurs se développe l'animation socioculturelle des quartiers, des centaines de gens se sentent responsables, discutent, proposent, critiquent, agissent ; des animateurs bénévoles surgissent.

Vient mai 68. La municipalité se met au service des travailleurs. Cantine gratuite et aide aux grévistes bien sûr. Mais aussi locaux mis à la disposition des ouvriers, forums politiques à la mairie ou dans les jardins.

En 4 ans la vie politique s'est complètement transformée. Rien à voir avec la « saine et bonne gestion » réalisée par les ménédistes ou proposée par les notables de droite.

Pour les avocats et les industriels, pour la droite enfin, mai 68 est la goutte d'eau qui fait déborder le vase.

L'expérience lovérienne a attiré de nombreux militants d'extrême-gauche ? On parle des équipes de barbouzes à la solde du maire, « anarchiste au poil abondant et aux idées rares, qui veulent la paix au Vietnam et la guerre civile en France ». Le Docteur Martin propose-t-il un débat politique à M. Montagne (l'humble gendre de la famille Mi-

chelin), celui-ci répond qu'il refuse de déférer devant les tribunaux maoïstes. La droite n'ose critiquer la gratuité, elle s'en prend au budget, « chef d'œuvre de gaspillage et d'incohérence ». Manque de chance, la cour des comptes donne quitus ; l'endettement par habitant est inférieur à la moyenne nationale.

La majorité municipale est fragile (14 contre 13). Pour la défense de la société de consommation et des loisirs tout compris, la droite va y trouver des alliés. Il y a trois communistes dans l'Union des Gauches. Entre Montagne et le PCF, un point commun : l'imagination au pouvoir, on n'aime pas ça. A l'expression libre, le PCF préfère les vérités assénées, au libre débat les décisions sagement préparées ; après mai 68, il ne veut plus cohabiter avec les utopistes ou pire les anarchistes, les gauchistes. Pour lui aussi, les drapeaux noirs et rouges dans les rues de Louviers, c'est fini. En janvier 69, les élus du PCF refusent de voter le budget supplémentaire. C'est la crise. La majorité se disloque ; le Conseil municipal est dissous.

La division des forces de gauche, mais surtout l'attitude du PCF donne la majorité à la droite en 1969, puis d'extrême justesse en 71. La défaite de la gauche n'est pas négative. Cette expérience de gestion couronnée par mai 68 a laissé des traces indélébiles chez nombre de militants ; beaucoup lui doivent leur prise de conscience politique. Révolutionnaires ou réformistes, ils décident de se regrouper dans le Comité d'Action de Gauche. Parmi eux bien sûr des militants du PSU, les seuls pratiquement à adhérer à un parti politique.

A certains égards le Comité tient d'un GAM, il va très loin dans sa volonté de libérer l'expression. Mais la pression des militants d'extrême gauche l'amène à ouvrir d'autres fronts de lutte : soutien aux luttes des travailleurs, problèmes des immigrés, etc. PSU et CAG se trouvent au coude à coude dans toutes les luttes locales. Chez Pleyel, chez Portenseigne (en mars 73), leur soutien actif permet au mouvement ouvrier d'avancer et de faire connaître à la population ses problèmes.

La CGT leur propose la solution miracle à leurs revendications : le Programme commun ; le PSU et le CAG développent un comité de soutien et un puissant mouvement de solidarité. Le PS, qui arrive en tête de la gauche aux élections est absent.

Aujourd'hui, malgré les divergences, le PSU et le CAG proposent au PS et au PCF

une liste d'union, ainsi que la publicité des négociations. Cette dernière exigence est immédiatement rejetée comme farfelue — si les citoyens savaient tout, il n'y aurait plus de politique possible !

Le PCF met 6 semaines à reconnaître l'existence du CAG et du PSU.

Les signataires du programme commun se contentent (!) de trois préalables à tout accord.

— La liste se battra sous la bannière exclusive du Programme commun

— PCF et PS sont à l'initiative de l'union

— PCF et PS auront la majorité des sièges (ce qui ne reflète pas la situation électorale, encore moins le soutien aux luttes locales)

La patience (une trentaine d'heures de négociations) a des limites. D'autant que se profilent les préalables contre tel ou tel considéré comme gauchiste ! Le programme municipal, c'est-à-dire l'utilisation de l'institution comme moyen de lutte contre le capitalisme, n'intéresse ni le PCF, ni le PS. C'est la rupture. Comme en 71, PSU et CAG mèneront la bataille du socialisme autogestionnaire — les enjeux sont clairs.

Combattre par tous les moyens la mainmise du capitalisme sur le cadre de vie, soutenir les travailleurs en lutte, donner à tous les moyens de créer et de s'exprimer, voilà les priorités de la liste conduite par Martin, l'ancien maire. Ce qu'on lit aujourd'hui sur les murs de Louviers « **Redevenez propriétaires de votre ville** », « **Exigez information, décision, contrôle** », « **Pour tous : éducation, expression, création** », « **Rendre ou prendre le pouvoir aux citoyens ?** »

PCF et PS s'appuient sur un document particulièrement indigent sur les problèmes locaux (le programme commun) ; on fera le bonheur des citoyens sans leur demander leur avis. PSU et CAG s'appuient sur 4 ans de pratique et 5 ans de réflexion et de luttes permanentes ; au service des exploités. Une formule résume leur lutte : « **Aujourd'hui : rendre le pouvoir au citoyen, demain : le socialisme et l'autogestion** ».

La droite pour se maintenir en 1971, après avoir saboté ou dénaturé la politique entreprise par l'union des gauches n'a pas reculé devant la fraude électorale. M. Montagne, le gendre de Michelin et l'ami de Pinay a les mains sales. Et cette fois, c'est la cour de cassation qui le dit. La bataille n'en est que plus ouverte.

Christophe WARGNY ■

ARVEL

AU SERVICE DES FAMILLES ET DES JEUNES

Bientôt l'été... Pour la quatrième fois, ARVEL propose des séjours et des voyages à des prix toujours très compétitifs et souvent étonnamment bas. « Etonnamment » par rapport aux autres. Car ces prix s'expliquent en fait aisément :

- * ARVEL est une association à but non lucratif.
- * Une association résolument hostile à toute politique de prestige (son catalogue, format carte postale, n'est même pas en couleurs !).

* ARVEL passe des accords non seulement avec des associations similaires et des petites auberges mais encore avec des pêcheurs (en Yougoslavie).

ARVEL ne prétend pas avoir résolu le problème du tourisme populaire : bien qu'elle consente des prix spéciaux aux familles disposant de bas revenus, elle sait bien que ces prix ne sont pas encore accessibles à tous... Il n'y a pas de miracle... et ARVEL n'est pas subventionnée. **Mais existe-t-il une autre association qui propose des séjours à l'étranger à 480 F pour 2 semaines en Août ?**

FAMILLES ET JEUNES

● SEJOURS EN YUGOSLAVIE

* Dans les îles de Cres et de Pag ARVEL propose des vacances hors série. On peut loger chez l'habitant, découvrir en barque des plages, des îles désertes, des grottes... Pour ceux qui aiment la nature, le calme, la simplicité.

A 750 km de Chamonix par l'autoroute italienne.

2 semaines de 450 à 530 F

* En avion au départ de Lyon ou de Paris.

2 semaines de 795 à 1 205 F en pension complète (hôtels).

* Plusieurs hôtels : de

175 à 370 F par semaine.

● SEJOURS EN FRANCE

* Une petite auberge savoyarde : 500 F pour 2 semaines.

● SEJOURS EN ITALIE

* De bons hôtels près de Venise ou Rimini : De 180 à 280 F par semaine

● L'IRLANDE... au pas du cheval... en roulotte !

RESERVÉ AUX JEUNES

● LE FESTIVAL DE TABARKA, EN TUNISIE

Une grande fête internationale de la Jeunesse, des ateliers et des spectacles pour tous les goûts.

Peu de confort mais des loisirs de qualité, et cela dans un village de pêcheurs doté d'une plage de sable et de fonds marins d'une grande beauté.

Départs de Paris, de Lyon et de Marseille (2 sem. 850 F).

● LA TUNISIE, DJERBA COMPRISE !

2 semaines 1 275 F (départ Lyon) - 1 350 F (départ Paris).

● LA TURQUIE DE L'EST

L'ancienne Arménie.

Aux confins de l'Iran et de l'URSS. 3 sem. 1 695 F.

● ET PUIS D'AUTRES CIRCUITS

au Sénégal, au

Mexique, en Afghanistan, en Norvège...

● ET DES SEJOURS

dans des villages que vous pourrez rejoindre par vos propres moyens (195 F par sem.) ou en avion (2 sem. 760 F).

● ET UNE CROISIERE EN GOELETTE

à travers les îles de l'Adriatique.

Partout des réductions sont consenties aux enfants (jusqu'à 50 % en Italie et en Yougoslavie).

DEMANDEZ LE CATALOGUE : ARVEL 12A boulevard des Brotteaux 69006-Lyon. Téléphone (78) 52.56.48

L'Europe ou la leçon de choses

Convenons-en : les affirmations centrales de la pensée socialiste ne sont pas toujours perçues, par une grande partie de nos contemporains, comme démontrées à l'évidence.

Ainsi, le colonialisme, sèchement décrit et dénoncé pour ce qu'il était depuis très longtemps par bien des socialistes, est-il resté paré de l'oripeau de la « mission civilisatrice de l'Occident » ou même de la religion chrétienne, jusqu'au moment où le rapport des forces militaires et diplomatique y a mis fin. La mythologie avait tenu le coup longtemps.

De la même manière, le capitalisme a trouvé un beau nom et une belle justification pour l'escalade acharnée dans la compétition, l'accumulation de profits et la concentration des entreprises qui détruit petit à petit sur son passage toutes les formes non profitables de la vie sociale. Il appelle cela la croissance, et plaide que tout le monde en a sa part. Et le mythe a tenu vingt cinq ou trente bonnes années, ne livrant place au doute que lorsqu'il devint évident, pour des raisons de pollution, d'énergie et de ressources naturelles, que ladite croissance ne pouvait tout simplement pas se poursuivre longtemps à ce rythme. Mais le mouvement socialiste n'avait pas pu imposer le débat sur la signification sociale de cette croissance et sa répartition.

Le mythe européen aurait pu jouer le même rôle. A l'origine, l'idée de l'unification européenne ne vient pas de la droite capitaliste. Je crois me souvenir que le premier à l'avoir évoquée est Victor Hugo. Jaurès l'a reprise et Trotsky a senti la nécessité de la discuter. Mais ce n'est qu'après la dernière guerre que les milieux capitalistes ont vu là un thème susceptible d'être transformé en mythe, de mobiliser des énergies sur autre chose que la répartition de l'argent ou du pouvoir, donc de faire une utile diversion, et susceptible enfin d'engendrer quelque harmonisation de concurrence dont les entreprises sérieuses sauraient bien tirer profit.

Or, le mythe s'effondre avant d'avoir eu pratiquement le moindre commencement d'exécution, si ce n'est justement les règlements de concurrence dont avaient besoin les grandes sociétés, celles qui allaient devenir multinationales. Aujourd'hui : l'Euratom connaît une lente agonie, les monnaies de la communauté évoluent de manières divergentes, la création du fonds régional européen est reportée aux calendes, la fixation des prix agricoles de l'année est retardée parce que la politique agricole commune craque de partout, l'Europe spatiale n'arrive pas à éclore, en matière nucléaire on essaie de jeter quelques passerelles sur le fossé qui s'est creusé entre l'Europe de l'ultracentrifugation (Grande-Bretagne, Allema-

gne, Hollande) et celle de la diffusion gazeuse (France, Italie, Espagne, Suède, Belgique). Enfin, ces méchants Américains, non contents d'avoir provoqué la révélation au grand jour de la division européenne à propos de la concertation sur l'énergie, veulent en profiter vite et somment les pays qui ont accepté leurs propositions, c'est-à-dire leur leadership, de passer tout de suite du principe à l'application.

Fureur de la France gaulliste, qui avait joué tard et mal une bonne carte et l'a perdue ; mauvaise humeur des autres, qui ne peuvent plus cacher leur orientation stratégique, c'est-à-dire la priorité absolue qu'ils donnent à la soumission aux ordres américains. L'Europe se meurt sous nos yeux.

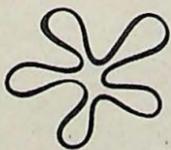
Ce processus a la clarté d'une leçon de choses. L'Europe se meurt tout bonnement parce qu'elle est contradictoire avec le développement du capitalisme. Que l'on regarde l'agriculture ou le spatial, la politique régionale ou la monnaie, l'énergie ou les transports, on retrouve toujours trois grandes catégories d'intérêts. Les premiers sont ceux des couches sociales techniquement dépassées : agriculteurs, commerçants, petites entreprises de secteurs comme le textile, etc. Ceux-là n'espèrent que prix protégés, détaxations fiscales et mesures de développement régional. Et ils ne peuvent l'attendre que de l'Etat-Nation, car la seule force qui leur reste est électorale. Cela ne s'europanise pas sans précautions !

Une autre catégorie d'intérêts est celle d'industries plus modernes mais très liées à l'Etat car il est leur plus gros client (voire leur propriétaire) : armement, mécanique lourde, électronique, aéronautique, etc. Ces entreprises vivent partout de la puissance publique et se concurrencent à travers l'Europe par Etats interposés. Comment voulez-vous conclure un armistice entre elles ? Ainsi, s'expliquent les décès de l'Europe spatiale, nucléaire, et même de la politique des transports.

La troisième catégorie d'intérêts est celle des vrais grands. Leur nom d'aujourd'hui correspond à leur réalité : les sociétés multinationales. Et c'est de leur concurrence sauvage — car elles ne sont que rarement monopolistes, chers camarades communistes — que nous faisons les frais en matière d'inflation comme d'emploi. Mais ces sociétés ne connaissent pas l'Europe, sinon par quelques détails réglementaires. Elles n'ont aucun intérêt à en consolider les frontières et encore moins les structures.

Il n'y a donc pas d'Europe possible en régime capitaliste, et c'est le système qui se charge de le démontrer. Fin de la leçon de choses socialiste, et... fin de l'Europe ?

Il reste une constatation essentielle : nos pays sont dépassés par la dimension des technologies actuelles. Il reste un cadre vide : l'Europe. En imposant pour commencer le statut unique des travailleurs dans toute la communauté — égalité des droits sociaux et politiques — les forces socialistes peuvent ressaisir la carte européenne, faire déferler la force des travailleurs sur un champ de bataille qu'ils n'occupent pas encore mais où l'adversaire est enlisé, et engager à partir de là une offensive qui peut peut-être donner un jour à l'Europe son vrai sens, celui d'une communauté d'hommes fabriquant ensemble leur destin.



2565 NOUVEAUX ABONNES

ATTENTION ! DERNIERS JOURS AVANT LA LIMITE DU 15 MARS...

*jusque là, pour 60 francs
vous échangerez un an de T.S.
+ le Manifeste du P.S.U.*

REDOUBLEZ D'EFFORTS !

un nom :

une adresse :

et un chèque de 60 F
(+ un bouquin, c'est encore donné !)

T.S. 9, rue Borromée - 75015 Paris
C.C.P. Paris 5.826.65